

LE COMMENCEMENT D'UNE ÉPOQUE

« Nous vivrons assez pour voir une révolution politique ? *Nous*, les contemporains de ces Allemands ? Mon ami, vous croyez ce que vous désirez », écrivait Arnold Ruge à Marx, en mars 1843 ; et cinq ans plus tard cette révolution était là. Comme exemple amusant d'une inconscience historique qui, entretenue toujours plus richement par des causes similaires, produit intemporellement les mêmes effets, la malheureuse phrase de Ruge fut citée en épigraphe dans *La Société du Spectacle*, qui parut en décembre 1967 ; et six mois après survint le mouvement des occupations, le plus grand moment révolutionnaire qu'ait connu la France depuis la Commune de Paris.

La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l'économie d'un pays industriel avancé, et la première *grève générale sauvage* de l'histoire ; les occupations révolutionnaires et les ébauches de démocratie directe ; l'effacement de plus en plus complet du pouvoir étatique pendant près de deux semaines ; la vérification de toute la théorie révolutionnaire de notre temps, et même çà et là le début de sa réalisation partielle ; la plus importante expérience du mouvement prolétarien moderne qui est en voie de se constituer dans tous les pays sous sa forme *achevée*, et le modèle qu'il a désormais à dépasser — voilà ce que fut essentiellement le mouvement français de mai 1968, voilà *déjà* sa victoire.

Nous dirons plus loin les faiblesses et les manques du mouvement, les conséquences naturelles de l'ignorance et de l'improvisation, comme du poids mort du passé, là même où ce mouvement a pu le mieux s'affirmer ; conséquences surtout des *séparations* que réussirent de justesse à défendre toutes les forces associées du maintien de l'ordre capitaliste, les encadrements bureaucratiques politico-syndicaux s'y étant employés, au moment où c'était pour le système une question de vie ou de mort, plus et mieux que la police. Mais énumérons d'abord les caractères manifestes du mouvement des occupations là où était son *centre*, là où il fut le plus libre de traduire, en paroles et en actes, son contenu. Il y proclama ses buts *bien plus explicitement* que tout autre mouvement révolutionnaire spontané de l'histoire ; et des buts beaucoup plus radicaux et actuels que ne surent jamais en énoncer, dans leurs programmes, les organisations révolutionnaires du passé, même aux meilleurs jours qu'elles connurent.

Le mouvement des occupations, c'était le retour soudain du prolétariat comme classe historique, *élargi* à une majorité des salariés de la société moderne, et tendant toujours à l'abolition effective des classes et du salariat. Ce mouvement était la redécouverte de l'histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l'intervention possible sur l'histoire et le sens de l'événement irréversible, avec le sentiment du fait que « rien ne serait plus comme avant » ; et les gens regardaient avec amusement l'existence *étrange* qu'ils avaient menée huit jours plus tôt, leur survie dépassée. Il était la *critique généralisée* de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l'ensemble de l'organisation ancienne de la vie réelle, la passion de la généralisation, de l'unification. Dans un tel processus, la propriété était niée, chacun se voyant partout chez soi. Le *désir reconnu* du dialogue, de la parole intégralement libre, le goût de la communauté véritable, avaient trouvé leur terrain dans les bâtiments ouverts aux rencontres et dans la lutte commune : les téléphones, qui figuraient parmi les très rares moyens techniques encore en fonctionnement, et l'errance de tant d'émissaires et de voyageurs, à Paris et dans tout le pays, entre les locaux occupés, les usines et les assemblées,

portaient cet usage réel de la communication. Le mouvement des occupations était évidemment le refus du travail aliéné ; et donc la fête, le jeu, la présence réelle des hommes et du temps. Il était aussi bien le refus de toute autorité, de toute spécialisation, de toute dépossession hiérarchique ; le refus de l'État et, donc, des partis et des syndicats aussi bien que des sociologues et des professeurs, de la morale répressive et de la médecine. Tous ceux que le mouvement, dans un enchaînement foudroyant — « Vite », disait seulement celui des slogans écrits sur les murs qui fut peut-être le plus beau — avait réveillés, méprisaient radicalement leurs anciennes conditions d'existence, et donc ceux qui avaient travaillé à les y maintenir, des vedettes de la télévision aux urbanistes. Aussi bien que les illusions staliniennes de beaucoup se déchiraient, sous leurs formes diversement édulcorées, depuis Castro jusqu'à Sartre, tous les mensonges rivaux et solidaires d'une époque tombaient en ruines. La solidarité internationale reparut spontanément, les travailleurs étrangers se jetant en nombre dans la lutte, et quantité de révolutionnaires d'Europe accourant en France. L'importance de la participation des femmes à toutes les formes de lutte est un signe essentiel de sa profondeur révolutionnaire. La libération des mœurs fit un grand pas. Le mouvement était également la critique, encore partiellement illusoire, de la marchandise (sous son inepte travestissement sociologique de « société de consommation »), et déjà un *refus* de l'art qui ne se connaissait pas encore comme sa *négation* historique (sous la pauvre formule abstraite « d'imagination au pouvoir », qui ne savait pas les moyens de mettre en pratique ce pouvoir, de tout réinventer ; et qui, manquant de pouvoir, manqua d'imagination). La haine partout affirmée des *recupérateurs* n'atteignait pas encore au savoir théorico-pratique des manières de les éliminer : néo-artistes et néo-directeurs politiques, néo-spectateurs du mouvement même qui les démentait. Si la critique en actes du spectacle de la non-vie n'était pas encore leur dépassement révolutionnaire, c'est que la tendance « spontanément conseilliste » du soulèvement de mai a été en avance sur presque tous les moyens concrets, parmi lesquels sa conscience théorique et organisationnelle, qui lui permettront de se traduire en pouvoir, en étant le seul pouvoir.

Crachons en passant sur les commentaires applatissants et les faux-témoignages des sociologues, des retraités du marxisme, de tous les doctrinaires du vieil ultra-gauchisme en conserve ou de l'ultra-modernisme rampant de la société spectaculaire ; personne, parmi ceux qui ont *vécu* ce mouvement, ne pourra dire qu'il ne contenait pas tout cela.

Nous écrivions, en mars 1966, dans le n° 10 d'*Internationale Situationniste* (p. 77) : « Ce qu'il y a d'apparemment osé dans plusieurs de nos assertions, nous l'avançons avec l'assurance d'en voir suivre une démonstration historique d'une irrécusable lourdeur. » On ne pouvait mieux dire.

Naturellement, nous n'avions rien prophétisé. Nous avons dit ce qui *était là* : les conditions matérielles d'une nouvelle société avaient été produites depuis longtemps, la vieille société de classes s'était maintenue *partout* en modernisant considérablement son oppression, et en développant avec toujours plus d'*abondance* ses contradictions, le mouvement prolétarien vaincu revenait pour un second assaut plus conscient et plus total. Tout ceci, certes, que l'histoire et le présent montraient à l'évidence, beaucoup le pensaient et certains même le disaient, mais abstraitement, donc dans le vide : sans écho, sans possibilité d'intervention. Le mérite des situationnistes fut simplement de reconnaître et de désigner les nouveaux points d'application de la révolte dans la société moderne (qui n'excluent aucunement mais, au contraire, ramènent tous les anciens) : urbanisme, spectacle, idéologie, etc. Parce que cette tâche fut accomplie radicalement, elle fut en mesure de susciter parfois, en tout cas de renforcer grandement, certains cas de révolte pratique. Celle-ci ne resta pas sans écho : la

critique *sans concessions* avait eu bien peu de porteurs dans les gauchismes de l'époque précédente. Si beaucoup de gens ont *fait* ce que nous avons *écrit*, c'est parce que nous avons écrit essentiellement le négatif qui avait été vécu, par tant d'autres avant nous, et aussi par nous-mêmes. Ce qui est ainsi venu au jour de la conscience dans ce printemps de 1968, n'était rien d'autre que ce qui dormait dans cette nuit de la « société spectaculaire », dont les *Sons et Lumières* ne montraient qu'un éternel décor positif. Et nous, nous avons « cohabité avec le négatif », selon le programme que nous formulions en 1962 (cf. *I.S.* 7, p. 10). Nous ne précisons pas nos « mérites » pour être applaudis ; mais pour éclairer autant que possible d'autres, qui vont agir de même.



LA SORBONNE OCCUPÉE

« Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trépov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. (...) « Le peuple » emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers venaient directement de la fabrique à l'université. Les autorités avaient perdu la tête. (...) Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle toute doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse, il n'y a point de solidarité. Ils n'osèrent point. Ils restèrent confinés dans leurs tanières, attendant un répit pour calomnier le passé. »

Trotsky, 1905

Tous ceux qui se bouchaient les yeux sur cette « critique dans la mêlée » ne contemplaient, dans la force inébranlable de la domination moderne, que leur propre renoncement. Leur « réalisme » anti-utopique n'était pas davantage le réel qu'un commissariat de police ou la Sorbonne ne sont des bâtiments plus réels que ce qu'en font des incendiaires ou des « Katangais ». Quand les fantômes souterrains de la révolution totale se levèrent et étendirent leur puissance sur tout le pays, ce furent toutes les puissances du vieux monde qui parurent des illusions fantomatiques qui se dissipèrent au grand jour. Tout simplement, après trente années de misère qui, dans l'histoire des révolutions, n'ont pas plus compté qu'un mois, est venu ce mois de mai qui résume en lui trente années.

Faire de nos désirs la réalité est un travail historique précis, exactement contraire à celui de la prostitution intellectuelle qui greffe, sur n'importe quelle réalité existante, ses illusions de permanence. Ce Lefebvre, par exemple, déjà cité dans le précédent numéro de cette revue (octobre 1967), parce qu'il s'aventurait dans son livre *Positions contre les technocrates* (éditions Gonthier), à une conclusion catégorique dont la prétention scientifique a révélé, elle aussi, sa valeur en guère plus de six mois : « Les situationnistes... ne proposent pas une utopie concrète, mais une utopie abstraite. Se figurent-ils vraiment qu'un beau matin ou un soir décisif, les gens vont se regarder en se disant : « Assez ! Assez de labeur et d'ennui ! Finissons-en ! » et qu'ils entreront dans la Fête immortelle, dans la création des situations ? Si c'est arrivé une fois, le 18 mars 1871 à l'aube, cette conjoncture ne se reproduira plus. » Ainsi Lefebvre se voyait attribuer quelque influence intellectuelle là où il copiait subrepticement certaines thèses radicales de l'I.S. (voir dans ce numéro la réédition de notre tract de 1963 : *Aux poubelles de l'histoire*), mais il réservait au passé la vérité de cette critique qui, pourtant, venait du *présent* plus que de la réflexion historicienne de Lefebvre. Il mettait en garde contre l'illusion qu'une lutte présente pût retrouver ces résultats. N'allez pas croire que Henri Lefebvre soit le seul ci-devant penseur que l'événement a définitivement ridiculisé : ceux qui se gardaient d'expressions aussi comiques que les siennes n'en pensaient pas moins. Sous le coup de leur émotion en mai, tous les *chercheurs du néant historique* ont admis que personne n'avait en rien prévu ce qui était arrivé. Il faut cependant faire une place à part pour toutes les sectes de « bolcheviks ressuscités », dont il est juste de dire que, pendant les trente dernières années, elles n'avaient pas cessé un instant de signaler l'imminence de la révolution *de 1917*. Mais ceux-là aussi se sont bien trompés : ce n'était vraiment pas 1917, et ils n'étaient même pas tout à fait Lénine. Quant aux débris du vieil ultra-gauchisme non-trotskiste, il leur fallait au moins une crise économique majeure. Ils subordonnaient tout moment révolutionnaire à son retour, et ne voyaient rien venir. Maintenant qu'ils ont reconnu une crise révolutionnaire en mai, il leur faut prouver qu'il y avait donc là, au printemps de 1968, cette crise économique *invisible*. Ils s'y emploient sans crainte du ridicule, en produisant des schémas sur la montée du chômage et des prix. Ainsi, pour eux, la crise économique n'est plus cette réalité objective, terriblement voyante, qui fut tant vécue et décrite jusqu'en 1929, mais une sorte de présence eucharistique qui soutient leur religion.

De même qu'il faudrait rééditer toute la collection d'I.S. pour montrer combien tous ces gens ont pu se tromper *avant*, de même il faudrait écrire un fort volume pour faire le tour des stupidités et des demi-aveux qu'ils ont produits depuis mai. Bornons-nous à citer le pittoresque journaliste Gaussen, qui croyait pouvoir rassurer les lecteurs du *Monde*, le 9 décembre 1966, en écrivant des quelques fous situationnistes, auteurs du scandale de Strasbourg, qu'ils avaient « une confiance messianique dans la capacité révolutionnaire des masses et dans leur aptitude à la liberté ». Aujourd'hui, certes, l'aptitude à la liberté de Frédéric Gaussen n'a pas progressé d'un millimètre, mais le voilà, dans le même journal en date du 29 janvier 1969, s'affolant de trouver partout « le sentiment que le souffle révolutionnaire est universel ». « Lycéens de Rome, étudiants de Berlin, « enragés » de Madrid, « orphelins » de Lénine à Prague, contestataires à Belgrade, tous s'attaquent à un même monde, le Vieux Monde... » Et Gaussen, utilisant presque les mêmes mots, attribue maintenant à toutes ces foules révolutionnaires la même « croyance quasi-mystique en la spontanéité créatrice des masses ».

Nous ne voulons pas nous étendre triomphalement sur la déconfiture de tous nos adversaires intellectuels, non que ce « triomphe », qui est en fait simplement celui du mouvement révolutionnaire moderne, n'ait pas une importante signification ; mais à cause de la monotonie du sujet, et de l'éclatante évidence du jugement qu'a prononcé, sur toute la période

qui a fini en mai, la réapparition de la lutte des classes directe, reconnaissant des buts révolutionnaires *actuels*, la réapparition de l'histoire (avant, c'était la subversion de la société existante qui paraissait invraisemblable ; maintenant, c'est son maintien). Au lieu de souligner ce qui est déjà vérifié, il est plus important désormais de poser les nouveaux problèmes ; de *critiquer le mouvement de mai* et d'inaugurer la pratique de la nouvelle époque.

Dans tous les autres pays, la récente recherche, d'ailleurs restée jusqu'ici confuse, d'une critique radicale du capitalisme moderne (privé ou bureaucratique) n'était pas encore sortie de la base étroite qu'elle avait acquise dans un secteur du milieu étudiant. Tout au contraire, et quoi qu'affectent d'en croire le gouvernement et les journaux aussi bien que les idéologues de la sociologie moderniste, *le mouvement de mai ne fut pas un mouvement d'étudiants*. Ce fut un mouvement révolutionnaire prolétarien, resurgissant d'un demi-siècle d'écrasement et, normalement, *dépossédé* de tout : son paradoxe malheureux fut de ne pouvoir prendre la parole et prendre figure concrètement que sur le *terrain* éminemment défavorable d'une révolte d'étudiants : les rues tenues par les émeutiers autour du Quartier Latin et les bâtiments occupés dans cette zone, qui avaient généralement dépendu de l'Éducation Nationale. Au lieu de s'attarder sur la parodie historique, effectivement risible, des étudiants léninistes, ou staliniens chinois, qui se déguisaient en prolétaires, et du coup en avant-garde dirigeante du prolétariat, il faut voir que c'est au contraire la fraction la plus avancée des travailleurs, inorganisés, et séparés par toutes les formes de répression, qui s'est vue *déguisée en étudiants*, dans l'imagerie rassurante des syndicats et de l'information spectaculaire. Le mouvement de mai ne fut pas une quelconque théorie politique qui cherchait ses exécutants ouvriers : ce fut le prolétariat agissant qui cherchait sa conscience théorique.

Que le *sabotage* de l'Université, par quelques groupes de jeunes révolutionnaires qui étaient en fait notoirement des *anti-étudiants*, à Nantes et à Nanterre (en ce qui concerne les « Enragés », et non certes la majorité du « 22 mars » qui prit tardivement la relève de leur activité), ait donné *l'occasion* de développer des formes de lutte directe que le mécontentement des ouvriers, principalement les jeunes, avait déjà choisies dans les premiers mois de 1968, par exemple à Caen et à Redon, voilà une circonstance qui n'est aucunement fondamentale, et qui ne pouvait en rien nuire au mouvement. Ce qui fut nuisible, c'est que la grève lancée en tant que *grève sauvage*, contre toutes les volontés et les manœuvres des syndicats, ait pu être ensuite contrôlée par les syndicats. Ils acceptèrent la grève qu'ils n'avaient pu empêcher, ce qui a toujours été la conduite d'un syndicat devant une grève sauvage ; mais cette fois ils durent l'accepter à l'échelle nationale. Et en acceptant cette grève générale « non-officielle », ils restèrent acceptés par elle. Ils restèrent en possession des portes des usines, et *isolèrent du mouvement réel* à la fois l'immense majorité des ouvriers en bloc, et chaque entreprise relativement à toutes les autres. De sorte que l'action la plus unitaire et la plus *radicale* dans sa critique qu'on ait jamais vue fut en même temps une somme d'isolements, et un festival de platitudes dans les revendications officiellement soutenues. De même qu'ils avaient dû laisser la grève générale s'affirmer *par fragments*, qui aboutirent à une quasi-unanimité, les syndicats s'employèrent à liquider la grève par fragments, en faisant accepter dans chaque branche, par le terrorisme du truquage et des liaisons monopolisées, les miettes qui avaient été encore rejetées *par tous* le 27 mai. La grève révolutionnaire fut ainsi ramenée à un équilibre de *guerre froide* entre les bureaucraties syndicales et les travailleurs. Les syndicats *reconnurent* la grève à condition que la grève reconnût tacitement, par sa passivité dans la pratique, *qu'elle ne servirait à rien*. Les syndicats n'ont pas « manqué une occasion » d'être révolutionnaires parce que, des staliniens aux réformistes embourgeoisés, ils ne le sont absolument pas. Et ils n'ont pas manqué une occasion d'être *réformistes avec de grands résultats*, parce que la situation était trop dangereusement révolutionnaire pour qu'ils

prennent le risque de jouer avec ; pour qu'ils s'attachent même à en tirer parti. Ils voulaient, très manifestement, que cela finisse d'urgence, à n'importe quel prix. Ici, l'hypocrisie stalinienne, rejointe d'admirable façon par les sociologues semi-gauchistes (cf. Coudray, dans *La Brèche*, Éditions du Seuil, 1968) feint, seulement à l'usage de moments si exceptionnels, un extraordinaire respect de la compétence des ouvriers, de leur « décision » expérimentée que l'on suppose, avec le plus fantastique cynisme, clairement débattue, adoptée en connaissance de cause, reconnaissable d'une façon absolument univoque : les ouvriers, pour une fois, sauraient bien ce qu'ils veulent, parce « qu'ils ne voulaient pas la révolution » ! Mais les obstacles et les baillons que les bureaucrates ont accumulés, en suant l'angoisse et le mensonge, devant cette *non-volonté* supposée des ouvriers, constituent la meilleure preuve de leur volonté réelle, désarmée et redoutable. C'est seulement en oubliant la totalité historique du mouvement de la société moderne que l'on peut se gargariser de ce positivisme circulaire, qui croit retrouver partout comme rationnel l'ordre existant, parce qu'il élève sa « science » jusqu'à considérer cet ordre successivement du côté de la demande et du côté de la réponse. Ainsi, le même Coudray note que « si l'on a ces syndicats, on ne peut avoir que 5 % et si c'est 5 % que l'on veut, ces syndicats y suffisent ». En laissant de côté la question de leurs intentions en relation avec leur vie réelle et ses intérêts, ce qui pour le moins manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique.

Les ouvriers, qui avaient naturellement — comme toujours et comme partout — d'excellents motifs de mécontentement, ont commencé la grève sauvage parce qu'ils ont senti *la situation révolutionnaire* créée par les nouvelles formes de sabotage dans l'Université, et les erreurs successives du gouvernement dans ses réactions. Ils étaient évidemment aussi indifférents que nous aux formes ou réformes de l'institution universitaire ; mais certainement pas à la critique de la culture, du paysage et de la vie quotidienne du capitalisme avancé, critique qui s'étendit si vite à partir de la première déchirure de ce voile universitaire.

Les ouvriers, en faisant la grève sauvage, ont *démenti les menteurs* qui parlaient en leur nom. Dans la masse des entreprises, ils n'ont pas su aller jusqu'à prendre véridiquement la parole pour leur compte, et *dire ce qu'ils voulaient*. Mais pour dire ce qu'ils veulent, il faut déjà que les travailleurs créent, par leur action autonome, les conditions concrètes, *partout inexistantes*, qui leur permettent de parler et d'agir. Le manque, presque partout, de ce dialogue, de cette liaison, aussi bien que de la connaissance théorique des buts autonomes de la lutte de classe prolétarienne (ces deux catégories de facteurs ne pouvant se développer qu'ensemble), a empêché les travailleurs *d'exproprier les expropriateurs de leur vie réelle*. Ainsi, le noyau avancé des travailleurs, autour duquel prendra forme la prochaine organisation révolutionnaire prolétarienne, vint au Quartier Latin en *parent pauvre* du « réformisme étudiant », lui-même produit largement artificiel de la pseudo-information ; ou de l'illusionnisme groupusculaire. C'étaient de jeunes ouvriers ; des employés ; des travailleurs de bureaux occupés ; des blousons noirs et chômeurs ; des lycéens révoltés, qui étaient souvent ces fils d'ouvriers que le capitalisme moderne recrute pour cette instruction au rabais destinée à préparer le fonctionnement de l'industrie développée (« *Staliniens, vos fils sont avec nous !* ») ; des « intellectuels perdus » et des « Katangais ».



LA FIN DE LA TRANQUILLITÉ

« — Pourquoi étiez-vous mêlés aux étudiants ? demande le président. Il y avait aussi des mouvements ouvriers qui occupaient la faculté. Nous y étions à ce titre ». Tel n'est pas l'avis du président qui pense qu'il s'agit plutôt d'agissements de malfaiteurs de droit commun qui ont profité des événements pour commettre des vols. »

Le Monde (14-9-68).

« Le Général de Gaulle a pris le parti de transformer les structures, pour le moins fatiguées, de notre pays... C'est la voie des réformes. C'est la tâche d'une génération, c'est la seule qui puisse éviter les révolutions dont mai 1968 était les prémices. »

Alain Griotteray (déclaration citée dans **Le Monde** du 12-4-69).

Qu'une proportion non négligeable des étudiants français, et surtout parisiens, ait participé au mouvement, voilà un fait évident, mais qui ne peut servir à le caractériser fondamentalement, ni même être accepté comme un de ses points principaux. Sur 150 000 *étudiants* parisiens, 10 à 20 000 tout au plus furent présents dans les heures les moins dures des manifestations, et quelques milliers seulement dans les violents affrontements de rue. L'unique moment de la crise qui a dépendu des seuls étudiants — ce fut du reste un des moments décisifs de son extension — a été l'émeute spontanée du Quartier Latin, le 3 mai, après l'arrestation des responsables gauchistes dans la Sorbonne. Au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, près de la moitié des participants de ses assemblées générales, alors qu'elles avaient visiblement pris une fonction insurrectionnelle, étaient encore des étudiants inquiets des modalités de leurs examens, et souhaitant quelque réforme de l'Université qui leur fût favorable. Sans doute un nombre un peu supérieur des participants *étudiants* admettait que la question du pouvoir était posée ; mais ceux-ci l'admettaient le plus souvent en tant que naïve clientèle des petits partis gauchistes ; en spectateurs des vieux schémas léninistes, ou même de l'exotisme extrême-oriental du stalinisme maoïste. Ces groupuscules, en effet, avaient leur base quasi-exclusive dans le milieu étudiant ; et la *misère* qui s'était conservée là était clairement lisible dans la quasi-totalité des tracts émanant de ce milieu : néant des Kravetz, bêtise des Péninou. Les meilleures interventions des ouvriers accourus, dans les premières journées de la Sorbonne, furent souvent accueillies par la pédante et hautaine sottise de ces étudiants qui se rêvaient

docteurs ès-révolutions, quoique les mêmes fussent prêts à saliver et applaudir au stimulus du plus maladroit manipulateur avançant quelque ineptie tout en citant « la classe ouvrière ». Cependant le fait même que les groupements recrutent une certaine quantité d'étudiants est déjà un signe du malaise dans la société actuelle : les groupuscules sont l'expression théâtrale d'une révolte réelle et vague, qui cherche ses raisons au rabais. Enfin, le fait qu'une petite fraction des étudiants a vraiment adhéré à toutes les exigences radicales de mai témoigne encore de la profondeur de ce mouvement ; et reste à leur honneur.

Bien que plusieurs milliers d'étudiants aient pu, en tant qu'individus, à travers leur expérience de 1968, se détacher plus ou moins complètement de la place qui leur est assignée dans la société, la masse des étudiants n'en a pas été transformée. Ceci, non en vertu de la platitude pseudo-marxiste qui considère comme déterminante l'*origine* sociale des étudiants, très majoritairement bourgeoise ou petite-bourgeoise, mais bien plutôt à cause du destin social qui définit l'étudiant : le *devenir* de l'étudiant est la vérité de son être. Et il est massivement fabriqué et conditionné pour le haut, le moyen ou le petit encadrement de la production industrielle moderne. L'étudiant est du reste malhonnête quand il se scandalise de « découvrir » cette logique de sa formation — qui a toujours été franchement déclarée. Que les incertitudes économiques de son emploi optimum, et surtout la mise en question du caractère véritablement désirable des « privilèges » que la société présente peut lui offrir, aient eu un rôle dans son désarroi et sa révolte, c'est certain. Mais c'est justement en ceci que l'étudiant fournit le bétail avide de trouver sa marque de qualité dans l'idéologie de l'un ou l'autre des groupuscules bureaucratiques. L'étudiant qui se rêve bolchevik ou stalinien-conquérant (c'est-à-dire : le maoïste) joue sur les deux tableaux : il escompte bien gérer quelque fragment de la société en tant que cadre du capitalisme, par le simple résultat de ses études, si le changement du pouvoir ne vient pas répondre à ses vœux. Et dans le cas où son rêve se réaliserait, il se voit la gérant plus glorieusement, avec un plus beau grade, en tant que cadre politique « scientifiquement » garanti. Les rêves de domination des groupuscules se traduisent souvent avec maladresse dans l'expression de mépris que leurs fanatiques croient pouvoir se permettre, vis-à-vis de quelques aspects des revendications ouvrières, qu'ils ont souvent qualifiées de simplement « alimentaires ». On voit déjà poindre là, dans l'impuissance qui ferait mieux de se taire, le dédain que ces gauchistes seraient heureux de pouvoir opposer au mécontentement futur de ces mêmes travailleurs le jour où eux, spécialistes auto-patentés des intérêts généraux du prolétariat, pourraient tenir « dans leurs mains fragiles » ainsi opportunément renforcées, le pouvoir étatique et la police, comme à Cronstadt, comme à Pékin. Une fois mise à part cette perspective de ceux qui sont les porteurs de germes de bureaucraties souveraines, on ne peut rien reconnaître de sérieux aux oppositions sociologico-journalistiques entre les étudiants rebelles, qui seraient censés refuser « la société de consommation », et les ouvriers, qui seraient encore avides d'y accéder. La consommation en question n'est que celle des marchandises. C'est une consommation hiérarchique, et qui croît pour tous, mais en se hiérarchisant davantage. La baisse et la falsification de la valeur d'usage sont présentes pour tous, quoique inégalement, dans la marchandise moderne. Tout le monde vit cette consommation des marchandises spectaculaires *et* réelles dans une pauvreté fondamentale, « parce qu'elle n'est pas elle-même au-delà de la privation, mais qu'elle est la privation devenue plus riche » (*La Société du Spectacle*). Les ouvriers aussi passent leur vie à consommer le spectacle, la passivité, le mensonge idéologique et marchand. Mais en outre ils ont moins d'illusions que personne sur les conditions concrètes que leur impose, sur ce que leur coûte, dans tous les moments de leur vie, la *production* de tout ceci.

Pour cet ensemble de raisons, les étudiants, comme couche sociale elle aussi en crise, n'ont rien été d'autre, en mai 1968, que *l'arrière-garde* de tout le mouvement.

La déficience presque générale de la fraction des étudiants qui affirmait des intentions révolutionnaires a été certainement, par rapport au temps libre que ceux-ci *auraient pu* consacrer à l'élucidation des problèmes de la révolution, lamentable, mais très secondaire. La déficience de la grande masse des travailleurs, tenue en laisse et bâillonnée, a été, au contraire, bien excusable, mais décisive. La définition et l'analyse des situationnistes quant aux *moments principaux* de la crise ont été exposées dans le livre de René Viénet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (Gallimard, 1968). Il nous suffira ici de résumer les points retenus par ce livre, rédigé à Bruxelles dans les trois dernières semaines de juillet, avec les documents déjà disponibles, mais dont aucune conclusion ne nous semble devoir être modifiée. De janvier à mars, le groupe des Enragés de Nanterre (relayé tardivement en avril par le « mouvement du 22 mars ») entreprit avec succès le sabotage des cours et des locaux. La répression, trop tardive et fort maladroite, par le Conseil de l'Université, assortie de deux fermetures successives de la Faculté de Nanterre, entraîna l'émeute spontanée des étudiants, le 3 mai au Quartier Latin. L'Université fut paralysée par la police et par la grève. Une semaine de lutte dans la rue donna l'occasion aux jeunes ouvriers de passer à l'émeute ; aux staliniens de se discréditer chaque jour par d'incroyables calomnies ; aux dirigeants gauchistes du S.N.E. Sup. et des groupuscules, d'étaler leur manque d'imagination et de rigueur ; au gouvernement, d'user toujours à contre-temps de la force et des concessions malheureuses. Dans la nuit du 10 au 11 mai, le soulèvement qui s'empara du quartier environnant la rue Gay-Lussac et put le tenir plus de huit heures, en résistant sur soixante barricades, réveilla tout le pays, et amena le gouvernement à une capitulation majeure : il retira du Quartier Latin les forces du maintien de l'ordre, et rouvrit la Sorbonne qu'il ne pouvait plus faire fonctionner. La période du 13 au 17 mai fut celle de l'ascension irrésistible du mouvement, devenu une crise révolutionnaire générale, le 16 étant sans doute la journée décisive dans laquelle les usines commencèrent à se déclarer pour la grève sauvage. Le 13, la simple journée de grève générale décrétée par les grandes organisations bureaucratiques pour achever vite et bien le mouvement, en en tirant si possible quelque avantage, ne fut en réalité qu'un début : les ouvriers et les étudiants de Nantes attaquèrent la préfecture, et ceux qui rentrèrent dans la Sorbonne comme occupants l'ouvrirent aux travailleurs. La Sorbonne devint à l'instant un « club populaire » en regard duquel le langage et les revendications des clubs de 1848 paraissent timides. Le 14, les ouvriers nantais de Sud-Aviation occupèrent leur usine, tout en séquestrant les managers. Leur exemple fut suivi le 15 par deux ou trois entreprises, et par davantage à partir du 16, jour où la base imposa la grève chez Renault à Billancourt. La quasi-totalité des entreprises allaient suivre ; et la quasi-totalité des institutions, des idées et des habitudes allaient être contestées dans les jours suivants. Le gouvernement et les staliniens s'employèrent fébrilement à arrêter la crise par la dissolution de sa force principale : ils s'accordèrent sur des concessions de salaire susceptibles de faire reprendre tout de suite le travail. Le 27, la base rejeta partout « les accords de Grenelle ». Le régime, qu'un mois de dévouement stalinien n'avait pu sauver, se vit perdu. Les staliniens eux-mêmes envisagèrent, le 29, l'effondrement du gaullisme, et s'apprêtèrent à contre-cœur à ramasser, avec le reste de la gauche, son dangereux héritage : la révolution sociale à désarmer ou à écraser. Si, devant la panique de la bourgeoisie et l'usure rapide du frein stalinien, de Gaulle s'était retiré, le nouveau pouvoir n'eût été que l'alliance précédente affaiblie, mais *officialisée* : les staliniens auraient défendu un gouvernement, par exemple Mendès-Waldeck, avec des milices bourgeoises, des activistes du parti et des fragments de l'armée. Ils auraient essayé de faire non du Kerensky, mais du Noske. De Gaulle, plus ferme que les cadres de son administration, soulagea les staliniens en

annonçant, le 30, qu'il essaierait de se maintenir par tous les moyens : c'est-à-dire en engageant l'armée pour ouvrir la guerre civile, pour tenir ou reconquérir Paris. « Les staliniens, enchantés, se gardèrent bien d'appeler à maintenir la grève jusqu'à la chute du régime. Ils s'empressèrent de se rallier aux élections gaullistes, quel qu'en dût être pour eux le prix. Dans de telles conditions, l'alternative était immédiatement entre l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement ; entre la révolution des Conseils et les accords de Grenelle. Le mouvement révolutionnaire ne pouvait en finir avec le P.C.F. sans avoir d'abord chassé de Gaulle. La forme du pouvoir des travailleurs qui aurait pu se développer dans la phase après-gaulliste de la crise, se trouvant bloquée à la fois par le vieil État réaffirmé et le P.C.F., n'eut plus aucune chance de prendre de vitesse sa défaite en marche. » (Viénet, *op. cit.*). Le reflux commença, quoique les travailleurs aient poursuivi obstinément, pendant une ou plusieurs semaines, la grève que tous leurs syndicats les pressaient d'arrêter. Naturellement, la bourgeoisie n'avait pas disparu en France ; elle était seulement muette de terreur. Au 30 mai, elle resurgit, avec la petite bourgeoisie conformiste, pour appuyer l'État. Mais cet État, déjà si bien défendu par la gauche bureaucratique, aussi longtemps que les travailleurs n'avaient pas éliminé la base du pouvoir de ces bureaucrates en imposant la forme de leur propre pouvoir autonome, ne pouvait tomber que s'il le voulait bien. Les travailleurs lui laissèrent cette liberté, et en subirent les conséquences normales. Ils n'avaient pas, en majorité, reconnu le sens total de leur propre mouvement ; et personne ne pouvait le faire à leur place.

Si, dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 mai, une assemblée générale s'était constituée en *Conseil* détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eût pu porter le mouvement tout de suite à la *lutte finale* dont il a tracé historiquement toutes les directives. Un très grand nombre d'entreprises aurait suivi la voie ainsi découverte. Immédiatement, cette usine eût pu se substituer à l'incertaine et, à tous égards, excentrique Sorbonne des premiers jours, pour devenir le centre réel du mouvement des occupations : de véritables *délégués* des nombreux conseils existant déjà virtuellement dans certains bâtiments occupés, et de tous ceux qui auraient pu s'imposer dans toutes les branches de l'industrie, se seraient ralliés autour de cette base. Une telle assemblée eût pu alors proclamer l'expropriation de tout le capital, *y compris étatique* ; annoncer que tous les moyens de production du pays étaient désormais la propriété collective du prolétariat organisé en démocratie directe ; et en appeler directement — par exemple, en saisissant enfin quelques-uns des moyens techniques des télécommunications — aux travailleurs du monde entier pour soutenir cette révolution. Certains diront qu'une telle hypothèse est utopique. Nous répondrons : c'est justement parce que le mouvement des occupations a été objectivement, à plusieurs instants, *à une heure* d'un tel résultat, qu'il a répandu une telle épouvante, lisible par tous sur le moment dans l'impuissance de l'État et l'affolement du parti dit communiste, et depuis dans la conspiration du silence qui est faite sur sa gravité. Au point que des millions de témoins, repris par « l'organisation sociale de l'apparence » qui leur présente cette époque comme une folie passagère de la jeunesse — peut-être même uniquement universitaire — doivent se demander à quel point n'est pas elle-même folle une société qui a pu ainsi *laisser passer* une si stupéfiante aberration.

Naturellement, dans cette perspective, la guerre civile était inévitable. Si l'affrontement armé n'avait plus dépendu de ce que le gouvernement craignait ou feignait de craindre quant aux mauvaises intentions éventuelles du parti dit communiste mais, tout objectivement, de la consolidation d'un pouvoir prolétarien direct dans une base industrielle (pouvoir évidemment total, et non quelque « pouvoir ouvrier » limité à on ne sait quel pseudo-contrôle de la

production de sa propre aliénation), la contre-révolution armée eût été déclenchée sûrement aussitôt. Mais elle n'était pas sûre de gagner. Une partie des troupes se serait évidemment mutinée ; les ouvriers auraient su trouver des armes, et n'auraient certainement plus construit de barricades — bonnes sans doute comme forme d'expression *politique* au début du mouvement, mais évidemment dérisoires *stratégiquement* (et tous les Malraux qui disent *a posteriori* que les tanks eussent emporté la rue Gay-Lussac bien plus vite que la gendarmerie mobile ont certes raison sur ce point, mais pouvaient-ils alors couvrir *politiquement* les dépenses d'une telle victoire ? Ils ne s'y sont pas risqués, en tout cas, ils ont préféré faire les morts ; et ce n'est certainement pas par humanisme qu'ils ont digéré cette humiliation). L'invasion étrangère eût suivi fatalement, quoi qu'en pensent certains idéologues (on peut avoir lu Hegel et Clausewitz, et n'être que Glucksmann), sans doute à partir des forces de l'O.T.A.N., mais avec l'appui indirect ou direct du « Pacte de Varsovie ». Mais alors, tout aurait été sur-le-champ rejoué à quitte ou double devant le prolétariat d'Europe.

Depuis la défaite du mouvement des occupations, ceux qui y ont participé aussi bien que ceux qui ont dû le subir, ont souvent posé la question : « Était-ce une révolution ? ». L'emploi répandu, dans la presse et la vie quotidienne, d'un terme lâchement neutre — « les événements » —, signale précisément le recul devant une réponse ; devant même la formulation de la question. Il faut placer une telle question dans sa vraie lumière historique. La « réussite » ou l'« échec » d'une révolution, référence triviale des journalistes et des gouvernements, ne signifient rien dans l'affaire, pour la simple raison que, depuis les révolutions bourgeoises, *aucune révolution n'a encore réussi* : aucune n'a aboli les classes. La révolution prolétarienne n'a vaincu nulle part jusqu'ici, mais le processus pratique à travers lequel son projet se manifeste a déjà créé une dizaine, au moins, de moments révolutionnaires d'une extrême importance historique, auxquels il est convenu d'accorder le nom de révolutions. Jamais le *contenu total* de la révolution prolétarienne ne s'y est déployé ; mais chaque fois il s'agit d'une interruption essentielle de l'ordre socio-économique dominant, et de l'apparition de nouvelles formes et de nouvelles conceptions de la vie réelle, phénomènes variés qui ne peuvent être compris et jugés que dans leur signification d'ensemble, qui n'est pas elle-même séparable de l'avenir historique qu'elle peut avoir. De tous les critères partiels utilisés pour accorder ou non le titre de révolution à telle période de trouble dans le pouvoir étatique, le plus mauvais est assurément celui qui considère si le régime politique alors en place est tombé ou a surnagé. Ce critère, abondamment invoqué après mai par les penseurs du gaullisme, est le même qui permet à l'information au jour le jour de qualifier de révolution n'importe quel *putsch* militaire qui aura changé dans l'année le régime du Brésil, du Ghana, de l'Irak, et on en passe. Mais la révolution de 1905 n'a pas abattu le pouvoir tsariste, qui a seulement fait quelques concessions provisoires. La révolution espagnole de 1936 ne supprima pas formellement le pouvoir politique existant : elle surgissait au demeurant d'un soulèvement prolétarien commencé pour maintenir cette République contre Franco. Et la révolution hongroise de 1956 n'a pas aboli le gouvernement bureaucratique-libéral de Nagy. À considérer en outre d'autres limitations regrettables, le mouvement hongrois eut beaucoup d'aspects d'un soulèvement national contre une domination étrangère ; et ce caractère de résistance nationale, quoique moins important dans la Commune, avait cependant un rôle dans ses origines. Celle-ci ne supplanta le pouvoir de Thiers que dans les limites de Paris. Et le soviet de Saint-Pétersbourg en 1905 n'en vint même jamais à prendre le contrôle de la capitale. Toutes les crises citées ici comme exemples, inachevées dans leurs réalisations pratiques et même dans leurs contenus, apportèrent cependant assez de nouveautés radicales, et mirent assez gravement en échec les sociétés qu'elles affectaient, pour être légitimement qualifiées de révolution. Quant à vouloir juger des révolutions par l'ampleur de la tuerie qu'elles entraînent, cette vision romantique ne mérite pas d'être discutée. D'incontestables

révolutions se sont affirmées par des heurts fort peu sanglants, même la Commune de Paris, qui allait finir en massacre ; et quantité d'affrontements civils ont accumulé les morts par milliers sans être en rien des révolutions. Généralement, ce ne sont pas les révolutions qui sont sanglantes, mais la réaction et la répression qu'on y oppose dans un deuxième temps. On sait que la question du nombre des morts dans le mouvement de mai a donné lieu à une polémique sur laquelle les tenants de l'ordre, provisoirement rassurés, ne cessent de revenir. La vérité officielle est qu'il n'y eut que cinq morts, tués sur le coup, dont un seul policier. Tous ceux qui l'affirment ajoutent eux-mêmes que c'est un bonheur invraisemblable. Ce qui ajoute beaucoup à l'invraisemblance scientifique, c'est que l'on n'a jamais admis qu'un seul des très nombreux blessés graves ait pu mourir dans les jours suivants : cette chance singulière n'est pourtant pas due à des secours chirurgicaux rapides, surtout lors de la nuit de Gay-Lussac. Par ailleurs, si un facile truquage pour sous-estimer le nombre des morts était fort utile *sur le moment* pour le gouvernement aux abois, il est resté fort utile *après*, pour des raisons différentes. Mais enfin, dans l'ensemble, les preuves rétrospectives du caractère révolutionnaire du mouvement des occupations sont aussi éclatantes que celles qu'il a jetées à la face du monde *en existant* : la preuve qu'il avait ébauché une légitimité nouvelle, c'est que le régime rétabli en juin n'a même jamais cru pouvoir poursuivre, pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État, les responsables d'actions manifestement illégales qui l'avaient partiellement dépouillé de son autorité, voire de ses bâtiments. Mais le plus évident, pour ceux qui connaissent l'histoire de notre siècle, est encore ceci : tout ce que les staliniens ont fait, sans répit, à tous les stades, pour combattre le mouvement, prouve que la révolution était là.



UN SLOGAN DE MAI

Cette inscription, tracée sur un mur du boulevard de Port-Royal, reproduit exactement celle dont le n° 8 de cette revue (p. 42) avait publié la photographie. Elle gagnait certainement en force à accompagner, cette fois, une grève sauvage étendue à tout le pays.

Tandis que les staliniens représentèrent, comme toujours, en quelque sorte l'idéal de la bureaucratie anti-ouvrière comme forme pure, les embryons bureaucratiques des gauchismes étaient en porte-à-faux. Tous ménageaient ostensiblement les bureaucraties effectives, tant par calcul que par idéologie (à l'exception du « 22 mars », qui se contentait de ménager ses propres noyauteurs, J.C.R., maoïstes, etc.). De sorte qu'il ne leur restait plus qu'à vouloir « pousser à gauche » — mais seulement en fonction de leurs propres calculs déficients — à la fois un mouvement spontané qui était bien plus extrémiste qu'eux, et des appareils qui ne pouvaient en aucun cas faire des concessions au gauchisme dans une situation si manifestement révolutionnaire. Aussi les illusions pseudo-stratégiques fleurirent-elles abondamment : certains gauchistes croient que l'occupation d'un quelconque ministère dans la nuit du 24 mai, aurait assuré la victoire du mouvement (mais d'autres gauchistes manœuvrèrent alors pour empêcher un « excès » qui n'entraînait pas dans leur propre planification de la victoire). D'autres, en attendant le rêve plus modeste d'en conserver la gestion « responsable » et dératifiée pour y tenir une « université d'été », crurent que les facultés deviendraient des bases de la guérilla urbaine (toutes tombèrent après la grève ouvrière sans s'être défendues, et déjà la Sorbonne, alors même qu'elle était le centre momentané du mouvement en expansion, toutes portes ouvertes et presque dépeuplée vers la fin de la nuit critique du 16 au 17 mai, eût pu être reprise en moins d'une heure par un raid de C.R.S.). Ne voulant pas voir que le mouvement allait déjà au-delà d'un changement politique dans l'État, et en quels termes était posé l'enjeu réel (une prise de conscience *cohérente*, totale, dans les entreprises), les groupuscules travaillèrent assurément contre cette perspective, en répandant à foison les illusions mangées aux mites et en donnant partout le mauvais exemple de cette conduite bureaucratique vomie par tous les travailleurs révolutionnaires ; enfin, en parodiant de la manière la plus malheureuse toutes les formes de révolutions du passé, le parlementarisme comme la guérilla dans le style zapatiste, sans que ce pauvre cinéma recoupât jamais la moindre réalité. Les idéologues attardés des petits partis gauchistes, adoreurs des erreurs d'un passé révolutionnaire disparu, étaient normalement fort désarmés pour comprendre un mouvement *moderne*. Et leur somme éclectique, enrichie d'incohérence moderniste cousue de bouts de ficelle, le « mouvement du 22 mars », combina presque toutes les tares idéologiques du passé avec les défauts du confusionnisme naïf. Les récupérateurs étaient installés à la direction de ceux-là mêmes qui manifestaient leur crainte de « la récupération », considérée d'ailleurs vaguement comme un péril d'une nature quelque peu mystique, faute de la moindre connaissance des vérités élémentaires sur la récupération et sur l'organisation ; sur ce qu'est un délégué et sur ce qu'est un « porte-parole » irresponsable, tenant de ce fait la direction, puisque le principal pouvoir effectif du « 22 mars » fut de parler aux journalistes. Leurs vedettes dérisoires venaient sous tous les *sunlights* pour déclarer à la presse qu'elles prenaient garde de ne pas devenir vedettes.

Les « Comités d'action », qui s'étaient formés spontanément un peu partout, se trouvèrent sur la frontière ambiguë entre la démocratie directe et l'incohérence noyautée et récupérée. Cette contradiction divisait intérieurement presque tous ces comités. Mais la division était encore plus claire entre les deux types principaux d'organisation que la même étiquette recouvrit. D'un côté, il y eut des comités formés sur une base *locale* (C.A. de quartiers ou d'entreprises, comités d'occupation de certains bâtiments tombés aux mains du mouvement révolutionnaire), ou bien constitués pour accomplir certaines tâches spécialisées dont la nécessité pratique était évidente, notamment l'extension internationaliste du mouvement (C.A. italien, maghrébin, etc.). De l'autre côté, on vit se multiplier des comités *professionnels*, tentative de restauration du vieux syndicalisme, mais le plus souvent à l'usage de semi-privilegiés, donc avec un caractère nettement corporatiste, comme tribune des spécialistes séparés qui voulaient, en tant que tels, se rallier au mouvement, y survivre, et même y pêcher

quelque avantage en notoriété (« États Généraux du Cinéma », Union des Écrivains, C.A. de l'Institut d'Anglais, et la suite). L'opposition des méthodes était encore plus nette que l'opposition des buts. Là, les décisions étaient exécutoires ; ici, elles étaient des vœux abstraits. Là, elles préfiguraient le pouvoir révolutionnaire des Conseils ; ici, elles parodiaient les groupes de pression du pouvoir étatique.

Les bâtiments occupés, quand ils ne furent pas sous l'autorité des « loyaux gérants » syndicalistes, et dans la mesure où ils ne restèrent pas isolés comme possession pseudo-féodale de la seule assemblée de leurs habituels usagers universitaires (par exemple la Sorbonne des premiers jours, les bâtiments ouverts aux travailleurs et zonards par les « étudiants » de Nantes, l'I.N.S.A. où s'installèrent des ouvriers révolutionnaires de Lyon, l'Institut Pédagogique National), constituaient un des points les plus forts du mouvement. La logique propre de ces occupations pouvait conduire aux meilleurs développements : on doit noter, du reste, combien un mouvement qui resta paradoxalement timide devant la perspective de la *réquisition* des marchandises, ne s'inquiétait aucunement de s'être déjà approprié une part du capital immobilier de l'État.

Si la reprise de cet exemple dans les usines fut finalement empêchée, il faut dire aussi que le style créé par beaucoup de ces occupations laissait grandement à désirer. Presque partout les routines conservées empêchèrent de voir la portée de la situation, les instruments qu'elle offrait pour l'action en cours. Par exemple, le numéro 77 d'*Informations Correspondance Ouvrières* (janvier 1969) objecte au livre de Viénet — qui avait cité leur présence à Censier — que les travailleurs depuis longtemps en contact autour de ce bulletin « n'ont pas “siégé” : ni à la Sorbonne, ni à Censier, ni ailleurs ; tous étaient engagés dans la grève sur leur lieu de travail » et « dans les assemblées, dans la rue ». « Ils n'ont jamais pensé tenir, sous une forme ou sous une autre une “permanence” dans les facultés, encore moins se constituer en “liaison ouvrière” ou en “conseil”, fût-ce pour le “maintien des occupations” » ; ce qu'ils disent considérer comme « une participation à des organismes parallèles dont la finalité aurait été de se substituer au travailleur ». Plus loin, *I.C.O.* ajoute qu'ils avaient tout de même tenu là « deux réunions par semaine » de leur groupe parce que « les facultés et notamment Censier, plus calme, offraient des salles gratuites et disponibles ». Ainsi, les scrupules des travailleurs d'*I.C.O.* (que l'on veut bien supposer des travailleurs aussi efficaces que modestes là où ils s'engagent dans la grève, sur les lieux précis de leur travail et dans les rues avoisinantes) les ont menés à ne voir dans un des aspects les plus originaux de la crise que la possibilité de remplacer leur café habituel en empruntant des salles gratuites dans une faculté calme. Ils conviennent aussi, mais d'un air toujours aussi satisfait, que nombre de leurs camarades ont « rapidement cessé d'assister aux réunions d'*I.C.O.* parce qu'ils n'y trouvaient pas une réponse à leur désir de “faire quelque chose” ». Ainsi, « faire quelque chose » est devenu automatiquement, pour ces travailleurs, la honteuse tendance à se substituer « au travailleur », en quelque sorte à l'être du travailleur en soi qui n'existerait, par définition, que dans son usine, là où par exemple les stalinien s'obligeront à se taire, et où *I.C.O.* devrait normalement attendre que tous les travailleurs se soient purement libérés *sur place* (sinon, ne risque-t-on pas de se substituer à ce vrai travailleur encore muet ?). Un tel choix idéologique de la dispersion est un défi au besoin essentiel dont tant de travailleurs ont ressenti en mai l'urgence vitale : la coordination et la communication des luttes et des idées à partir de bases de rencontres libres, extérieurement à leurs usines soumises à la police syndicale. Pourtant *I.C.O.* n'a pas été, ni avant ni depuis mai, jusqu'au bout de son raisonnement métaphysique. Il existe, en tant que publication ronéotypée à travers laquelle quelques dizaines de travailleurs se résignent à « substituer » leurs analyses à celles que peuvent faire spontanément quelques centaines d'autres travailleurs qui ne l'ont pas rédigé. Le numéro 78, de février, nous apprend

même qu'« en un an, le tirage d'*I.C.O.* est passé de 600 exemplaires à 1 000 ». Mais ce *Conseil pour le maintien des occupations*, par exemple, qui semble choquer la vertu d'*I.C.O.*, rien qu'en occupant l'Institut Pédagogique National, et sans préjudice de ses autres activités ou publications du moment, a pu faire tirer gratuitement à 100 000 exemplaires, par une entente immédiatement obtenue avec les grévistes de l'imprimerie de l'I.P.N. à Montrouge, des textes dont le tirage fut répandu, dans sa très grande majorité, parmi d'autres travailleurs en grève ; et dont personne n'a jusqu'à présent essayé de montrer que le contenu pouvait viser le moins du monde à se substituer aux décisions de quelque travailleur que ce soit. Et la participation aux liaisons assurées par le C.M.D.O., à Paris et en province, n'a jamais été contradictoire avec la présence de grévistes sur leurs lieux de travail (ni, certes, dans les rues). De plus, quelques typographes grévistes du C.M.D.O. trouvaient fort bon de travailler n'importe où ailleurs sur les machines disponibles, plutôt que de rester passifs dans « leur » entreprise.

Si les puristes de l'inaction ouvrière ont certainement manqué là des occasions de prendre la parole, en réponse à toutes les fois où ils furent contraints à un silence qui est devenu chez eux une sorte de fière habitude, la présence d'une foule de noyauteurs néo-bolcheviks fut beaucoup plus nuisible. Mais le pire fut encore l'extrême *manque d'homogénéité* de l'assemblée qui, dans les premiers jours de l'occupation de la Sorbonne, se retrouva, sans l'avoir voulu ni même clairement compris, le centre exemplaire d'un mouvement qui entraîna les usines. Ce manque d'homogénéité sociale découlait d'abord du poids numérique écrasant des étudiants, malgré la bonne volonté de beaucoup d'entre eux, aggravé même par une assez forte proportion de visiteurs obéissant à des motivations simplement touristiques : c'est une telle base objective qui permit le déploiement des plus grossières manœuvres des Péninou ou des Krivine. L'ambiguïté des participants s'ajoutait à l'ambiguïté essentielle des actes d'une assemblée improvisée qui, par la force des choses, en était venue à *représenter* (à tous les sens du mot, et donc aussi au plus mauvais sens) la perspective conseilliste pour tout le pays. Cette assemblée prenait à la fois des décisions pour la Sorbonne — d'ailleurs mal, d'une manière mystifiée : elle ne put même jamais devenir maîtresse de son propre fonctionnement — et pour la société en crise : elle voulait et proclamait, en termes maladroits mais sincères, l'union avec les travailleurs, la négation du vieux monde. En disant ses fautes, n'oublions pas combien elle a été *écoutée*. Le même numéro 77 d'*I.C.O.* reproche aux situationnistes d'avoir cherché alors dans cette assemblée l'acte exemplaire à faire « entrer dans la légende » ; d'y avoir placé quelques têtes « sur le podium de l'histoire ». Nous croyons, nous, n'avoir mis personne en vedette sur une tribune historique, mais nous pensons aussi que l'affectation d'ironie supérieure de ces « belles âmes » ouvrières tombe fort mal. *C'était* une tribune historique.

La révolution ayant été perdante, les mécanismes socio-techniques de la fausse conscience devaient naturellement se rétablir, intacts pour l'essentiel : le spectacle se heurte à sa négation pure, et nul réformisme ne peut ensuite venir majorer, ne serait-ce que de 7 %, les concessions qu'il accorde à la réalité. Voilà ce que suffirait à montrer aux moins avertis l'examen des *trois cents livres* environ qui ont paru, à ne considérer que l'édition en France même, dans l'année qui a suivi le mouvement des occupations. Ce n'est pas ce nombre de livres qui pourrait être raillé ou blâmé, comme ont cru devoir le déclarer certains obsédés du péril de la récupération ; qui pourtant ont d'autant moins de raisons d'être inquiets qu'il n'y a généralement pas grand chose chez eux qui puisse attirer la cupidité des récupérateurs. Le fait que tant de livres aient été publiés signifie principalement que l'importance historique du mouvement a été profondément ressentie, malgré les incompréhensions et les dénégations intéressées. Ce qui est critiquable, beaucoup plus simplement, c'est que, sur trois cents livres, il n'y en ait guère

que dix qui méritent d'être lus, qu'il s'agisse de récits et d'analyses échappant à des idéologies risibles, ou de recueils de documents non-truqués. La sous-information ou la falsification, qui dominent sur toute la ligne, ont trouvé une application privilégiée dans la manière dont on a, presque toujours, rendu compte de l'activité des situationnistes. Sans parler même des livres qui se bornent à garder le silence sur ce point, ou à quelques imputations absurdes, trois styles de contre-vérité ont été choisis par autant de séries de ces ouvrages. Le premier modèle consiste à limiter l'action de l'I.S. à Strasbourg, dix-huit mois auparavant, comme premier déclenchement lointain d'une crise dont elle aurait ensuite disparu (c'est également la position du livre des Cohn-Bendit, qui a même réussi à ne pas dire un mot sur l'existence du groupe des « Enragés » à Nanterre). Le deuxième modèle, mensonge cette fois positif et non plus par omission, affirme contre toute évidence que les situationnistes auraient accepté d'avoir un contact quelconque avec le « mouvement du 22 mars » ; et beaucoup vont jusqu'à nous y fondre complètement. Enfin, le troisième modèle nous présente comme un groupe autonome d'irresponsables et de furieux, surgissant par surprise, voire à main armée, à la Sorbonne ou ailleurs, pour semer un monstrueux désordre ; et proférant les plus extravagantes exigences.

Pourtant, il est difficile de nier une certaine continuité dans l'action des situationnistes en 1967-1968. Il semble même que cette continuité ait été précisément ressentie comme un désagrément par ceux qui prétendent, à grands coups d'*interviews* ou de recrutements, se faire attribuer un rôle de *leader* du mouvement, rôle que l'I.S., pour sa part, a toujours repoussé : leur stupide ambition porte certains de ces gens à cacher ce que, justement, ils connaissent un peu mieux que d'autres. La théorie situationniste s'était trouvée pour beaucoup dans l'origine de cette critique généralisée qui produisit les premiers incidents de la crise de mai, et qui se déploya avec elle. Ceci n'était pas seulement le fait de notre intervention contre l'Université de Strasbourg. Les livres de Vaneigem et Debord, par exemple, dans les quelques mois précédant mai, avaient été répandus déjà à 2 ou 3 000 exemplaires chaque, surtout à Paris, et une proportion inhabituelle en avait été lue par des travailleurs révolutionnaires (d'après certains indices, il paraît que ces deux livres ont été, du moins relativement à leur tirage, *les plus volés* en librairie de l'année 1968). À travers le groupe des Enragés, l'I.S. peut se flatter de n'avoir pas été sans importance dans l'origine précise de l'agitation de Nanterre, qui mena si loin. Enfin, nous croyons n'être pas trop restés en deçà du grand mouvement spontané des masses qui domina le pays en mai 1968, tant par ce que nous avons fait à la Sorbonne que par les diverses formes d'action que put ensuite mener le « Conseil pour le maintien des occupations ». En plus de l'I.S. proprement dite, ou d'un bon nombre d'individus qui en admettaient les thèses et agirent en conséquence, bien d'autres encore défendirent des perspectives situationnistes, soit par une influence directe, soit inconsciemment, parce qu'elles étaient en grande partie celles que cette époque de crise révolutionnaire portait objectivement. Ceux qui en doutent n'ont qu'à *lire les murs* (pour qui n'a pas eu cette expérience directe, citons le recueil de photographies publié par Walter Lewino, *L'imagination au pouvoir*, Losfeld, 1968).

On peut donc avancer que la minimisation systématique de l'I.S. n'est qu'un détail homologue à la minimisation actuelle, et normale dans l'optique dominante, de l'ensemble du mouvement des occupations. L'espèce de jalousie éprouvée par certains gauchistes, et qui contribue fortement à cette besogne, est du reste complètement hors de propos. Les groupuscules les plus gauchistes n'ont aucun motif de se poser en rivaux de l'I.S., parce que l'I.S. n'est pas un groupe dans leur genre, les concurrençant sur le terrain de leur militantisme ou prétendant comme eux diriger le mouvement révolutionnaire, au nom de l'interprétation prétendue « correcte » de telle vérité pétrifiée extraite du marxisme ou de l'anarchisme. Voir

ainsi la question, c'est oublier que, contrairement à ces redites abstraites où d'anciennes conclusions toujours actuelles dans les luttes de classes se trouvent inextricablement mélangées à une foule d'erreurs ou d'impostures qui s'entredéchirent, l'I.S. avait principalement apporté un *esprit nouveau* dans les débats théoriques sur la société, la culture, la vie. Cet esprit était, assurément, révolutionnaire. Il a pu se lier, dans une certaine mesure, au mouvement révolutionnaire réel qui recommençait. Et c'est dans la mesure même où ce mouvement avait lui aussi un caractère nouveau qu'il s'est trouvé *ressembler* à l'I.S., qu'il en a partiellement repris à son compte les thèses ; et nullement par un processus politique traditionnel d'adhésion ou de suivisme. Le caractère largement nouveau de ce mouvement pratique est précisément lisible dans cette *influence* même, tout à fait étrangère à un rôle directif, que l'I.S. s'est trouvée exercer. Toutes les tendances gauchistes — y compris le « 22 mars » qui tenait dans son bric-à-brac du léninisme, du stalinisme chinois, de l'anarchisme, et même un zeste de « situationnisme » incompris — s'appuyaient très explicitement sur un long passé de luttes, d'exemples, de doctrines cent fois publiées et discutées. Sans doute, ces luttes et ces publications avaient été étouffées par la réaction stalinienne, négligées par les intellectuels bourgeois. Mais elles étaient cependant infiniment plus accessibles que les positions nouvelles de l'I.S., qui n'avaient jamais pu se faire connaître que par nos propres publications et activités récentes. Si les rares documents connus de l'I.S. ont rencontré une telle audience, c'est évidemment qu'une partie de la critique pratique avancée se reconnaissait d'elle-même dans ce langage. Ainsi, nous nous trouvons maintenant en assez bonne position pour dire ce que mai fut essentiellement, même dans sa part demeurée latente : pour rendre conscientes les tendances inconscientes du mouvement des occupations. D'autres, qui mentent, disent qu'il n'y avait rien à comprendre dans ce déchaînement absurde ; ou bien ne décrivent comme le tout, à travers l'écran de leur idéologie, que des aspects réels plus anciens et moins importants ; ou bien continuent l'« argumentisme » à travers maintenant de nouveaux sujets de « questionnement » nourri de lui-même. Ils ont pour eux les grands journaux et les petites amitiés, la sociologie et les gros tirages. Nous n'avons rien de tout cela, et nous ne tenons notre droit à la parole que de nous-mêmes. Et pourtant, ce qu'ils disent de mai devra s'éloigner dans l'indifférence et être oublié ; et c'est ce que nous en disons, nous, qui devra rester, qui finalement sera cru et sera repris.

L'influence de la théorie situationniste se lit, aussi bien que sur les murs, dans les actions des révolutionnaires de Nantes et dans celles, différemment exemplaires, des Enragés à Nanterre. On voit, dans la presse du début de 1968, quelle indignation répondit aux nouvelles formes d'action inaugurées ou systématisées par les Enragés. Nanterre-dans-la-boue y devenait « Nanterre-la-Folie » parce que quelques « voyous de campus » s'étaient mis un jour d'accord sur le fait que « tout ce qui est discutable est à discuter », et parce qu'ils voulaient « qu'on se le dise ».

De fait, ceux qui se rencontrèrent alors et formèrent le *Groupe des Enragés* n'avaient pas d'idée d'agitation préconçue. Ces « étudiants » n'étaient là que pour la forme, et *les bourses*. Il arriva seulement que les ornières et les bidonvilles leur furent moins odieux que les bâtiments de béton, la balourde fatuité étudiante, et les arrières-pensées des professeurs modernistes. Ils voyaient là un reste d'humanité, quand ils ne trouvaient que misère, ennui, ou mensonge, dans le bouillon de culture où pataugeaient de concert Lefebvre et son honnêteté, Touraine et la fin de la lutte des classes, Bouricaud et ses gros bras, Lourau et son avenir. De plus, ils connaissaient les thèses situationnistes, savaient que les têtes pensantes du ghetto les connaissaient, y pensaient souvent, et y puisaient leur modernisme. Ils décidèrent que tout le monde le saurait, et s'employèrent à démasquer le mensonge, se réservant de trouver plus tard d'autres terrains de jeux : ils comptaient bien que, les menteurs et les étudiants chassés, la

Faculté détruite, la chance leur nouerait d'autres rencontres, à une autre échelle, et qu'alors « bonheur et malheur prendraient forme ».



DÉTAIL D'UNE BANDE DESSINÉE DES ENRAGÉS (publiée le 14-2-68)

Leur passé, qu'ils ne cachaient pas (origine majoritairement anarchiste mais aussi surréaliste, dans certain cas trotskiste) eut tôt fait d'inquiéter ceux auxquels ils se heurtèrent d'abord : les vieux groupuscules gauchistes, trotskistes du C.L.E.R. ou étudiants anarchistes englobant Daniel Cohn-Bendit, se disputant tous sur le manque d'avenir de l'U.N.E.F. et la fonction de psychologue. Le choix qu'ils firent d'exclusions nombreuses et sans indulgence inutile les garantit contre le succès qu'ils connurent rapidement auprès d'une vingtaine d'*étudiants* ; il les garantissait aussi des adhérents débilés, de tous ceux qui guettaient un situationnisme sans situationniste où ils pourraient porter leurs obsessions et leurs misères. Dans ces conditions, le groupe, qui atteignit parfois la quinzaine, fut le plus souvent formé d'une demi-douzaine d'agitateurs. On a vu que c'était suffisant.

Les méthodes qu'employèrent les Enragés, sabotages de cours en particulier, si elles sont aujourd'hui banales dans les Facultés comme dans les lycées, scandalisèrent profondément aussi bien les gauchistes que les bons étudiants, les premiers organisant même parfois des services d'ordre pour protéger les professeurs d'une pluie d'injures et d'oranges pourries. La généralisation de l'usage de l'insulte méritée, du graffiti, le mot d'ordre de boycott inconditionnel des examens, la distribution de tracts dans les locaux universitaires, le scandale quotidien de leur existence enfin, attirèrent sur les Enragés la première tentative de répression : convocation de Riesel et Bigorgne devant le doyen, le 25 janvier ; expulsion de Cheval hors de la résidence au début de février ; interdiction de séjour (fin février), puis cinq ans d'exclusion de l'Université française (début avril) pour Bigorgne. Entretien par les groupuscules, une agitation plus étroitement politique commença à se développer parallèlement.

Cependant, les vieux singes de la Réserve, perdus dans l'imbroglio de la mise en scène de leur « pensée », ne s'inquièrent que tardivement. Il fallut donc les forcer à faire la grimace, tel Morin s'écriant, vert de dépit, sous les applaudissements des étudiants : « L'autre jour vous m'avez rejeté aux poubelles de l'Histoire... » — Interruption : « Comment se fait-il que tu en sois ressorti ? » — « Je préfère être du côté des poubelles que du côté de ceux qui les manient, et en tout cas, je préfère être du côté des poubelles que du côté des crématrices ! » Tel encore Touraine, bavant de rage et hurlant : « J'en ai assez des anarchistes, et encore plus des situationnistes ! Pour le moment, c'est moi qui commande ici, et si un jour c'était vous, je m'en irais dans les endroits où l'on sait ce que c'est que le travail. » Ce n'est qu'un an plus tard que les découvertes de ces précurseurs trouvèrent leur usage, dans les articles de Raymond Aron et d'Étiemble, protestant contre l'impossibilité de travailler, et la montée du totalitarisme gauchiste et du fascisme rouge. À partir du 26 janvier, les interruptions violentes des cours ne cessèrent presque pas, jusqu'au 22 mars. Elles entretenaient une agitation permanente en vue de la réalisation de plusieurs projets qui avortèrent : publication d'une brochure au début de mai, et aussi envahissement et pillage du bâtiment administratif de la Faculté, avec l'aide des révolutionnaires nantais, au début de mars. Avant d'en voir tant, le Doyen Grappin dénonçait dans sa conférence de presse du 28 mars « un groupe d'étudiants irresponsables, qui depuis quelques mois perturbent les cours et les examens, et pratiquent des méthodes de partisans dans la Faculté... Ces étudiants ne se rattachent à aucune organisation politique connue. Ils constituent un élément explosif dans un milieu très sensible. » Quant à la brochure, l'imprimeur des Enragés avança moins vite que la révolution. Après la crise, il fallut renoncer à publier un texte qui eût paru prétendre au prophétisme après l'événement.

Tout ceci explique l'intérêt que les Enragés prirent à la soirée du 22 mars, quelque pût être leur méfiance *a priori* pour l'ensemble des autres protestataires. Tandis que Cohn-Bendit, déjà star au firmament nanterrois, parlementait avec les moins décidés, dix Enragés seuls s'installèrent dans la salle du Conseil de Faculté, où ils ne furent rejoints que 22 minutes plus tard par le futur « Mouvement du 22 Mars ». On sait (cf. Viénet) comment et pourquoi ils se retirèrent de cette farce. Ils voyaient, de plus, que la police n'arrivait pas et qu'ils ne pourraient avec de tels gens réaliser le seul objectif qu'ils s'étaient fixé pour la nuit : détruire complètement les dossiers d'examens. Aux premières heures du 23, ils décidaient d'exclure cinq d'entre eux qui avaient refusé de quitter la salle, par crainte de « se couper des masses » étudiantes !

Il est certes piquant de constater qu'aux origines du mouvement de mai on trouve un règlement de comptes avec les penseurs doubles du gang argumentiste. Mais, en s'attaquant à la laide cohorte des penseurs subversifs appointés par l'État, les Enragés faisaient autre chose que vider une querelle ancienne : ils parlaient déjà en tant que *mouvement des occupations* luttant pour l'occupation réelle, par tous les hommes, de tous les secteurs de la vie sociale régis par le mensonge. Et de même, en écrivant sur des murs en béton « prenez vos désirs pour la réalité », ils détruisaient déjà l'idéologie récupératrice de « l'imagination au pouvoir », prétentieusement lancée par le « 22 mars ». C'est qu'ils avaient des désirs, et les autres pas d'imagination.

Les Enragés ne revinrent presque plus à Nanterre en avril. Les vellétés de démocratie directe affichées par le « mouvement du 22 mars » étaient évidemment irréalisables en si mauvaise compagnie, et ils refusaient d'avance la petite place qu'on était tout prêt à leur faire comme amuseurs extrémistes, à gauche de la dérivoire « Commission culture et créativité ». À l'opposé la reprise par les étudiants nanterrois, quoique dans un but trouble d'anti-

impérialisme, de certaines de leurs techniques d'agitation, signifiait que le débat commençait à être placé sur le terrain qu'ils avaient voulu définir. Les étudiants de Paris qui avaient attaqué la police le 3 mai, en réponse à la dernière des maladroites de l'administration universitaire, le prouvèrent aussi : le violent tract de mise en garde des Enragés *La rage au ventre*, distribué le 6 mai, ne put indigner que les léninistes qu'il dénonçait, tant il était à la mesure exacte du mouvement réel ; en deux journées de combat de rue, les émeutiers avaient trouvé son mode d'emploi. L'activité autonome des Enragés s'acheva d'une manière aussi conséquente qu'elle avait commencé. Ils furent traités *en situationnistes* avant même d'être dans l'I.S., puisque les récupérateurs gauchistes s'inspirèrent d'eux en croyant pouvoir les cacher, par leur propre étalage devant ces journalistes que les Enragés avaient évidemment repoussés. Le terme même d'« Enragés », par lequel Riesel a donné une marque inoubliable au mouvement des occupations, prit tardivement et pour quelque temps une signification publicitaire « cohn-bendiste ».

La succession rapide des luttes dans la rue, dans la première décade de mai, avait tout de suite rassemblé les membres de l'I.S., les Enragés, et quelques autres camarades. Cet accord fut formalisé au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, le 14 mai, quand ils se fédérèrent dans un « Comité Enragés-I.S. », qui commença le même jour à publier quelques documents portant cette signature. Une plus large expression autonome des thèses situationnistes à l'intérieur du mouvement s'en suivit, mais il ne s'agissait pas de poser des principes particuliers d'après lesquels nous aurions prétendu modeler le mouvement réel : en disant ce que nous pensions, nous disions *qui nous étions*, alors que tant d'autres se déguisaient pour expliquer qu'il fallait suivre la politique correcte de leur comité central. Ce soir-là, l'assemblée générale de la Sorbonne, effectivement ouverte aux travailleurs, entreprit d'organiser son pouvoir sur place, et René Riesel, qui y avait affirmé les positions les plus radicales sur l'organisation même de la Sorbonne et sur l'extension totale de la lutte commencée, fut élu au premier Comité d'Occupation. Le 15, les situationnistes présents à Paris adressèrent en province et à l'étranger une circulaire : *Aux membres de l'I.S., aux camarades qui se sont déclarés en accord avec nos thèses*. Ce texte analysait brièvement le processus en cours et ses développements possibles, par ordre de probabilité décroissante — épuisement du mouvement au cas où il resterait limité « chez les étudiants avant que l'agitation anti-bureaucratique n'ait gagné plus le milieu ouvrier » ; répression ; ou enfin « révolution sociale ? » Il comportait aussi un compte-rendu de notre activité jusque-là, et appelait à agir tout de suite au maximum « pour faire connaître, soutenir, étendre l'agitation ». Nous proposons comme thèmes immédiats en France : « l'occupation des usines » (on venait d'apprendre l'occupation de Sud-Aviation, survenue la veille au soir) ; « constitution de Conseils Ouvriers ; la fermeture définitive de l'Université, critique complète de toutes les aliénations ». Il faut noter que c'était la première fois, depuis que l'I.S. existe, que nous demandions à qui que ce fût, même parmi les plus proches de nos positions, de faire quelque chose. Aussi notre circulaire ne resta-t-elle pas sans écho, et notamment dans quelques-unes des villes où le mouvement de mai s'imposait le plus fortement. Le 16 au soir, l'I.S. lança une deuxième circulaire, exposant les développements de la journée et prévoyant « une épreuve de force majeure ». La grève générale interrompit là cette série, qui fut reprise sous une autre forme, après le 20 mai, par les émissaires que le C.M.D.O. envoyait en province et à l'étranger.



DERNIER RAPPORT DU COMITÉ D'OCCUPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SORBONNE, LE 17 MAI

« Que nous importe le jugement qui pourra être ultérieurement porté sur nos obscures personnalités. Si nous avons constaté les différences politiques qui existent entre la majorité de la Commune et nous, ce n'est pas pour attirer le blâme sur les uns et l'éloge sur les autres. C'est pour que plus tard, si la Commune était vaincue, on sache qu'elle était autre que ce qu'elle a paru être jusqu'ici. »

Gustave Lefrançais,

Discours à ses mandants du 4^e arrondissement, le 20 mai 1871.

Le livre de Viénet a décrit en détails comment le Comité d'occupation de la Sorbonne, réélu en bloc par l'assemblée générale du 15 au soir, vit disparaître sur la pointe des pieds la majorité des ses membres, qui pliaient devant les manœuvres et les tentatives d'intimidation d'une bureaucratie informelle s'employant à ressaisir souterrainement la Sorbonne (U.N.E.F., M.A.U., J.C.R., etc.). Les Enragés et les situationnistes se trouvèrent donc avoir la responsabilité du Comité d'occupation les 16 et 17 mai. L'assemblée générale du 17 n'ayant finalement pas approuvé les actes par lesquels ce Comité avait exercé son mandat, et ne les ayant du reste pas davantage désapprouvés (les manipulateurs empêchèrent tout vote de l'assemblée), nous avons aussitôt déclaré que nous quittions la Sorbonne défailante, et tous ceux qui s'étaient groupés autour de ce Comité d'occupation s'en allèrent avec nous : ils allaient constituer le noyau du Conseil pour le maintien des occupations. Il convient de faire remarquer que le deuxième Comité d'occupation, élu après notre départ, resta en fonction, identique à lui-même et de la glorieuse manière que l'on sait, jusqu'au retour de la police en juin. *Jamais plus il ne fut question de faire réélire chaque jour par l'assemblée ses délégués*

révocables. Ce Comité de professionnels en vint même vite par la suite à supprimer les assemblées générales, qui n'étaient à ses yeux qu'une cause de trouble et une perte de temps. Au contraire, les situationnistes peuvent résumer leur action dans la Sorbonne par cette seule formule : « tout le pouvoir à l'assemblée générale ». Aussi est-il plaisant d'entendre maintenant parler du *pouvoir situationniste* dans la Sorbonne, alors que la réalité de ce « pouvoir » fut de rappeler constamment le principe de la démocratie directe ici même et partout, de dénoncer d'une façon ininterrompue récupérateurs et bureaucrates, d'exiger de l'assemblée générale qu'elle prenne ses responsabilités *en décidant*, et en rendant toutes ses décisions exécutoires.

Notre Comité d'occupation, par son attitude conséquente, avait soulevé l'indignation générale des manipulateurs et bureaucrates gauchistes. Si nous avions défendu dans la Sorbonne les principes et les méthodes de la démocratie directe, nous étions pourtant assez dépourvus d'illusions sur la composition sociale et le niveau général de conscience de cette assemblée : nous mesurions bien le paradoxe d'une délégation plus ferme que ses mandants dans cette volonté de démocratie directe, et nous voyions qu'il ne pouvait durer. Mais nous nous étions surtout employés à mettre au service de la grève sauvage qui commençait les moyens, non négligeables, que nous offraient la possession de la Sorbonne. C'est ainsi que le Comité d'occupation lança le 16, à 15 heures, une brève déclaration par laquelle il appelait « à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers ». Le reste de ce qui nous fut reproché n'était presque rien en regard du scandale que causa partout — sauf chez les « occupants de base » — ce « téméraire » engagement de la Sorbonne. Pourtant, à cet instant, deux ou trois usines étaient occupées, une partie des transporteurs des N.M.P.P. essayaient de bloquer la distribution des journaux, et plusieurs ateliers de Renault, comme on allait l'apprendre deux heures après, commençaient avec succès à faire interrompre le travail. On se demande au nom de quoi des individus sans titre pouvaient prétendre gérer la Sorbonne s'ils n'étaient pas partisans de la saisie par les travailleurs de toutes les propriétés dans le pays ? Il nous semble qu'en se prononçant de la sorte, la Sorbonne apporta une dernière réponse restant encore au niveau du mouvement dont les usines prenaient heureusement la suite, c'est-à-dire au niveau de la réponse qu'elles apportaient elles-mêmes aux premières luttes limitées du Quartier Latin. Certainement, cet appel n'allait pas contre les intentions de la majorité des gens qui étaient alors dans la Sorbonne, et qui firent tant pour le répandre. D'ailleurs, les occupations d'usines s'étendant, même les bureaucrates gauchistes devinrent partisans d'un fait sur lequel ils n'avaient pas osé se compromettre la veille, quoique sans renier leur hostilité aux Conseils. Le mouvement des occupations n'avait vraiment pas besoin d'une approbation de la Sorbonne pour s'étendre à d'autres entreprises. Mais, outre le fait qu'à ce moment chaque heure comptait pour relier toutes les usines à l'action commencée par quelques-unes, tandis que les syndicats essayaient partout de gagner du temps pour empêcher l'arrêt général du travail, et qu'un tel appel à cet endroit connut sur le champ une grande diffusion, y compris radiophonique, il nous paraissait surtout important de montrer, avec la lutte qui commençait, le *maximum* auquel elle devait tendre tout de suite. Les usines n'allèrent pas jusqu'à former des Conseils, et les grévistes qui commençaient à accourir à la Sorbonne n'y découvrirent certes pas le modèle.

Il est permis de penser que cet appel contribua à ouvrir çà et là quelques perspectives de lutte radicale. En tout cas, il figure certainement parmi les faits de cette journée qui inspirèrent le plus de craintes. On sait que le Premier ministre, à 19 heures, faisait diffuser un communiqué affirmant que le gouvernement « en présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d'extrémistes pour provoquer une agitation généralisée », ferait tout pour maintenir « la paix publique » et l'ordre républicain, « dès lors que la réforme universitaire ne

serait plus qu'un prétexte pour plonger le pays dans le désordre ». On rappelait en même temps 10 000 réservistes de la gendarmerie. La « réforme universitaire » n'était effectivement qu'un prétexte, même pour le gouvernement, qui masquait sous cette honorable nécessité, si brusquement découverte par lui, son recul devant l'émeute au Quartier Latin.

Le Conseil pour le maintien des occupations, occupant d'abord l'I.P.N. rue d'Ulm, fit de son mieux pendant la suite d'une crise à laquelle, dès que la grève fut générale et s'immobilisa dans la défensive, aucun groupe révolutionnaire organisé existant alors n'avait d'ailleurs plus les moyens d'apporter une contribution notable. Réunissant les situationnistes, les Enragés, et de trente à soixante autres révolutionnaires conseillistes (dont moins d'un dixième peuvent être comptés comme étudiants), le C.M.D.O. assura un grand nombre de liaisons en France et au-dehors, s'employant particulièrement, vers la fin du mouvement, à en faire connaître la signification aux révolutionnaires d'autres pays, qui ne pouvaient manquer de s'en inspirer. Il publia, à près de 200 000 exemplaires pour chacun des plus importants, un certain nombre d'affiches et de documents, dont les principaux furent le *Rapport sur l'occupation de la Sorbonne*, du 19 mai ; *Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers*, du 22 ; et *l'Adresse à tous les travailleurs*, du 30. Le C.M.D.O., qui n'avait été dirigé ni embrigadé pour le futur par personne, « convint de se dissoudre le 15 juin (...) Le C.M.D.O. n'avait rien cherché à obtenir *pour lui*, pas même à mener un quelconque recrutement en vue d'une existence permanente. Ses participants ne séparaient pas leurs buts personnels des buts généraux du mouvement. C'étaient des individus indépendants, qui s'étaient groupés pour une lutte, sur des bases déterminées, dans un moment précis ; et qui redevinrent indépendants après elle. » (Viénet, *op. cit.*). Le Conseil pour le maintien des occupations avait été « un lien, pas un pouvoir ».

Certains nous ont reproché, en mai et depuis, d'avoir critiqué tout le monde, et ainsi de n'avoir présenté comme acceptable que la seule activité des situationnistes. C'est inexact. Nous avons approuvé le mouvement des masses, dans toute sa profondeur, et les initiatives remarquables de dizaines de milliers d'individus. Nous avons approuvé la conduite de quelques groupes révolutionnaires que nous avons pu connaître, à Nantes et à Lyon ; ainsi que les actes de tous ceux qui ont été en contact avec le C.M.D.O. Les documents cités par Viénet montrent à l'évidence qu'en outre nous approuvons *partiellement* nombre de déclarations émanant de Comités d'action. Il est certain que beaucoup de groupes ou comités qui sont restés inconnus de nous pendant la crise auraient eu notre approbation si nous avions eu l'occasion d'en être informés — et il est encore plus patent que, les ignorant, nous n'avons pu d'aucune manière les critiquer. Ceci dit, quand il s'agit des petits partis gauchistes et du « 22 mars », de Barjonet ou de Lapassade, il serait tout de même surprenant que l'on attendît de nous quelque approbation polie, quand on connaît nos positions préalables, et quand on peut constater quelle a été dans cette période l'activité des gens en question.

Pas davantage nous n'avons prétendu que certaines formes d'action qu'a revêtu le mouvement des occupations — à l'exception peut-être de l'emploi des bandes dessinées critiques — aient eu une origine directement situationniste. Nous voyons, au contraire, l'origine de toutes dans *des luttes ouvrières* « sauvages » ; et depuis plusieurs années certains numéros de notre revue les avaient citées à mesure, en spécifiant bien d'où elles venaient. Ce sont les ouvriers qui, les premiers, ont attaqué le siège d'un journal pour protester contre la falsification des informations les concernant (à Liège en 1961) ; qui ont brûlé les voitures (à Merlebach en 1962) ; qui ont commencé à écrire sur les murs les formules de la nouvelle révolution (« Ici finit la liberté », sur un mur de l'usine Rhodiaceta en 1967). En revanche, on peut signaler, évident prélude à l'activité des Enragés à Nanterre, qu'à Strasbourg, le 26 octobre 1966, pour la première fois un professeur d'Université fut pris à partie et chassé de sa chaire : c'est le sort

que les situationnistes firent subir au cybernéticien Abraham Moles lors de son cours inaugural.

Tous nos textes publiés pendant le mouvement des occupations montrent que les situationnistes n'ont jamais répandu d'illusions, à ce moment, sur les chances d'un succès complet du mouvement. Nous savions que ce mouvement révolutionnaire, objectivement possible et nécessaire, était parti subjectivement de très bas : spontané et émiétté, ignorant son propre passé et la totalité de ses buts, il revenait d'un demi-siècle d'écrasement, et trouvait devant lui tous ses vainqueurs encore bien en place, bureaucrates et bourgeois. Une victoire durable de la révolution n'était à nos yeux qu'une très faible possibilité, entre le 17 et le 30 mai. Mais, du moment que cette chance existait, nous l'avons montrée comme le *maximum* en jeu à partir d'un certain point atteint par la crise, et qui valait certainement d'être risqué. Déjà, à nos yeux, le mouvement était alors, quoi qu'il pût advenir, une grande victoire historique, et nous pensions que *la moitié seulement* de ce qui s'était déjà produit eût été un résultat très significatif.

Personne ne peut nier que l'I.S., opposée également en ceci à tous les groupuscules, s'est refusée à toute propagande en sa faveur. Ni le C.M.D.O. n'a arboré le « drapeau situationniste », ni aucun de nos textes de cette époque n'a parlé de l'I.S., excepté pour répondre à l'impudente invite de front commun lancée par Barjonet au lendemain du meeting de Charléty. Et parmi les multiples sigles publicitaires des groupes à vocation dirigeante, on n'a pas pu voir une seule inscription évoquant l'I.S. tracée sur les murs de Paris ; dont cependant nos partisans étaient sans doute les principaux maîtres.

Il nous semble, et nous présentons cette conclusion d'abord aux camarades d'autres pays qui connaîtront une crise de cette nature, que ces exemples montrent ce que peuvent faire, dans le premier stade de réapparition du mouvement révolutionnaire prolétarien, quelques individus, cohérents pour l'essentiel. En mai, il n'y avait à Paris qu'une dizaine de situationnistes et d'Enragés, et aucun en province. Mais l'heureuse conjonction de l'improvisation révolutionnaire spontanée et d'une sorte d'aura de sympathie qui existait autour de l'I.S. permirent de coordonner une action assez vaste, non seulement à Paris, mais dans plusieurs grandes villes, comme s'il s'était agi d'une organisation préexistante à l'échelle nationale. Plus largement même que cette organisation spontanée, une sorte de vague et mystérieuse menace situationniste fut ressentie et dénoncée en beaucoup d'endroits : en étaient les porteurs quelques centaines, voire quelques milliers, d'individus que les bureaucrates et les modérés qualifiaient de situationnistes ou, plus souvent, selon l'abréviation populaire qui apparut à cette époque, de *situs*. Nous nous considérons comme honorés par le fait que ce terme de « situ », qui paraît avoir trouvé son origine péjorative dans le langage de certains milieux étudiants de province, non seulement a servi à désigner les plus extrémistes participants du mouvement des occupations, mais encore comportait certaines connotations évoquant le vandale, le voleur, le voyou.

Nous ne pensons pas avoir évité de commettre des fautes. C'est encore pour l'instruction de camarades qui peuvent se trouver ultérieurement dans des circonstances similaires, que nous les énumérons ici.



BARRICADE SPARTAKISTE

« Noske tire avec l'artillerie — Spartakus n'a que l'infanterie — Les grenades frappent dans nos rangs — Les chiens de Noske donnent l'assaut à Büxenstein. »

Chanson des ouvriers, soldats et matelots de Berlin, 1919
cité in Georges Glaser,
Secret et Violence.

« Rue Gay-Lussac, les rebelles — n'ont que les voitures à brûler...
Ils nous lancent comme grêle — grenades et gaz chlorés — Nous ne trouvons que des pelles —
et couteaux pour nous armer. »

Chanson du C.M.D.O.

Dans la rue Gay-Lussac, où nous nous retrouvions par petits groupes rassemblés spontanément, chacun de ces groupes rencontra plusieurs dizaines de personnes connues, ou qui seulement nous connaissaient de vue et venaient nous parler. Puis chacun, dans l'admirable désordre que présentait ce « quartier libéré », même longtemps avant l'inévitable attaque des policiers, s'éloignait vers telle « frontière » ou tel préparatif de défense. De sorte que, non seulement tous ceux-là restèrent plus ou moins isolés, mais nos groupes mêmes, le plus souvent, ne purent se joindre. Ce fut une lourde erreur de notre part de n'avoir pas tout de suite demandé à tous de rester groupés. En moins d'une heure, un groupe agissant ainsi eût inévitablement fait boule de neige, en rassemblant tout ce que nous pouvions connaître parmi ces barricadiers — où chacun de nous retrouvait plus d'amis qu'on en rencontre au hasard en une année dans Paris. On pouvait ainsi former une bande de deux à trois cents personnes, se connaissant et agissant ensemble, ce qui justement a le plus manqué dans cette lutte dispersée. Sans doute, le rapport numérique avec les forces qui cernaient le quartier, environ trois fois plus nombreuses que les émeutiers, sans parler même de la supériorité de leur armement, condamnait de toute façon cette lutte à l'échec. Mais un tel groupe pouvait permettre une certaine liberté de manœuvre, soit par quelque contre-charge sur un point du périmètre

attaqué, soit en poussant les barricades à l'est de la rue Mouffetard, zone assez mal tenue par la police jusqu'à une heure très tardive, pour ouvrir une voie de retraite à tous ceux qui furent pris dans le filet (quelques centaines n'échappant que par chance, grâce au précaire refuge de l'École Normale Supérieure).

Au Comité d'occupation de la Sorbonne, nous avons fait, vu les conditions et la précipitation du moment, à peu près tout ce que nous pouvions faire. On ne peut nous reprocher de n'avoir pas fait davantage pour modifier l'architecture de ce triste édifice, dont nous n'eûmes même pas le temps de faire le tour. Il est vrai qu'une chapelle y subsistait, fermée, mais nous avons appelé par affiche les occupants — et Riesel également dans son intervention à l'assemblée générale du 14 mai — à la détruire au plus vite. D'autre part, « Radio-Sorbonne » n'existe nullement en tant qu'appareil *émetteur*, et on ne doit donc pas nous blâmer de ne pas l'avoir employé. Il va de soi que nous n'avons pas envisagé ni préparé l'incendie du bâtiment, le 17 mai, comme le bruit en a couru alors à la suite de quelques calomnies obscures des groupuscules : cette date suffit à montrer combien le projet eût été impolitique. Nous ne nous sommes pas davantage dispersés sur les détails, quelque utilité qu'on puisse leur reconnaître. Ainsi, c'est pure fantaisie quand Jean Maitron avance que « le restaurant et la cuisine de la Sorbonne... sont restés jusqu'en juin contrôlés par les "situationnistes". Très peu d'étudiants parmi eux. Beaucoup de jeunes sans travail. » (*La Sorbonne par elle-même*, p. 114, Éditions Ouvrières, 1968). Nous devons toutefois nous reprocher cette erreur : les camarades chargés d'envoyer au tirage les tracts et déclarations émanant du Comité d'occupation, à partir de 17 heures le 16 mai, remplacèrent la signature « Comité d'occupation de la Sorbonne » par « Comité d'occupation de l'Université autonome et populaire de la Sorbonne », et personne ne s'en avisa. Il est sûr que c'était une régression d'une certaine portée, car la Sorbonne n'avait d'intérêt à nos yeux qu'en tant que *bâtiment saisi par le mouvement révolutionnaire*, et cette signature donnait à croire que nous pouvions reconnaître le lieu comme prétendant encore être une *Université*, fut-elle « autonome et populaire » ; chose que nous méprisons en tout cas, et qu'il était d'autant plus fâcheux de paraître accepter en un tel moment. Une faute d'inattention, moins importante, fut commise le 17 mai quand un tract, émanant d'ouvriers de la base venus de Renault, fut diffusé sous la signature « Comité d'occupation ». Le Comité d'occupation avait certes très bien fait de fournir des moyens d'expression, sans aucune censure, à ces travailleurs, mais il fallait préciser que ce texte était rédigé par eux, et se trouvait seulement *édité* par le Comité d'occupation ; et ceci d'autant plus que ces ouvriers, appelant à continuer les « marches sur Renault », admettaient encore à cette heure l'argument mystifiant des syndicats sur la nécessité de garder fermées les portes de l'usine, pour qu'une attaque de la police ne pût pas prendre prétexte et avantage de leur ouverture.

Le C.M.D.O. oublia de faire porter sur chacune de ses publications la mention « imprimé par des ouvriers en grève », qui certainement eût été exemplaire, en parfait accord avec les théories qu'elles évoquaient, et qui eût donné une excellente réplique à l'habituelle marque syndicale des imprimeries de presse. Erreur plus grave : tandis qu'un usage excellent était fait du téléphone, nous avons complètement négligé la possibilité de nous servir des *téléscripteurs* qui permettaient de toucher quantité d'usines et de bâtiments occupés en France, et d'envoyer des informations dans toute l'Europe. Singulièrement, nous avons négligé le circuit utilisable des observatoires astronomiques, qui nous était accessible au moins à partir de l'Observatoire occupé de Meudon.

Mais ceci dit, et s'il s'agit de formuler un jugement sur l'essentiel, toutes ces entreprises de l'I.S. rassemblées et considérées, nous ne voyons point en quoi elle mériterait d'être blâmée.

Citons maintenant les principaux *résultats* du mouvement des occupations, jusqu'ici. En France, ce mouvement a été vaincu, mais d'aucune manière *écrasé*. C'est sans doute le point le plus notable, et qui présente le plus grand intérêt dans la pratique. Il semble que jamais une crise sociale d'une telle gravité n'avait fini sans qu'une répression ne vienne affaiblir, plus ou moins durablement, le courant révolutionnaire ; comme une sorte de contrepartie dont il doit s'attendre à payer l'expérience historique qui, chaque fois, a été portée à l'existence. On sait qu'aucune répression proprement politique n'a été maintenue, quoique naturellement, en plus des nombreux étrangers expulsés administrativement, plusieurs centaines d'émeutiers se soient trouvés condamnés, dans les mois suivants, pour des délits dits « de droit commun » (si plus d'un tiers de l'effectif du Conseil pour le maintien des occupations avait été arrêté dans les divers affrontements, aucun de ses membres ne tomba dans cette rubrique, le mouvement de retraite du C.M.D.O., à la fin de juin, ayant été fort bien conduit). Tous les responsables politiques qui n'avaient pas su échapper à l'arrestation à la fin de la crise ont été libérés après quelques semaines de détention, et aucun n'a été traduit devant un tribunal. Le gouvernement a dû se résoudre à ce nouveau recul rien que pour obtenir une apparence de rentrée universitaire calme, et une *apparence d'examens* à l'automne de 1968 ; la seule pression du Comité d'action des étudiants en médecine obtint cette importante concession dès la fin du mois d'août.

L'ampleur de la crise révolutionnaire a gravement déséquilibré « ce qui a été attaqué de front... l'économie capitaliste *fonctionnant bien* » (Viénet), non certes du fait de l'augmentation, tout à fait supportable, consentie sur les salaires, ni même du fait de l'arrêt total de la production pendant quelques semaines ; mais surtout parce que la bourgeoisie française *a perdu sa confiance dans la stabilité du pays* : ce qui — rejoignant les autres aspects de l'actuelle crise monétaire des échanges internationaux — a entraîné l'évasion massive des capitaux et la crise du Franc apparue dès novembre (les réserves en devises du pays sont tombées de 30 milliards de Francs en mai 1968 à 18 milliards un an après). Après la dévaluation *retardée* du 8 août 1969, *Le Monde* du lendemain commençait à s'apercevoir que « le franc, comme le général, était "mort" en mai ».

Le régime « gaulliste » n'était qu'un bien mince détail dans cette mise en question générale du capitalisme moderne. Pourtant le pouvoir de de Gaulle a reçu, lui aussi, le coup mortel en mai. Malgré son rétablissement de juin — objectivement facile, comme nous l'avons dit, puisque la véritable lutte avait été perdue ailleurs —, de Gaulle ne pouvait effacer, comme responsable de l'État qui avait *survécu* au mouvement des occupations, la tare d'avoir été responsable de l'État qui *avait subi* le scandale de son existence. De Gaulle, qui ne faisait que couvrir, dans son style personnel, tout ce qui arrivait — et ce cours des choses n'était rien d'autre que la modernisation normale de la société capitaliste — avait prétendu régner par le prestige. Son prestige a subi en mai une humiliation définitive, subjectivement ressentie par lui-même aussi bien qu'objectivement constatée par la classe dominante et les électeurs qui la plébiscitent indéfiniment. La bourgeoisie française recherche une forme de pouvoir politique plus rationnelle, moins capricieuse et moins rêveuse ; plus intelligente pour la défendre des nouvelles menaces dont elle a constaté avec stupeur le surgissement. De Gaulle voulait effacer le mauvais rêve persistant, « les derniers fantômes de mai », en gagnant, le 27 avril, ce référendum annoncé le 24 mai, et que l'émeute avait annulé dans la même nuit. Le « pouvoir stable » qui a trébuché alors sentait bien qu'il n'avait plus retrouvé son équilibre, et il tenait imprudemment à être vite rassuré par un rite de réadhésion factice. Les slogans des manifestants du 13 mai 1968 ont été justifiés : de Gaulle n'a pas atteint son onzième anniversaire ; non certes du fait de l'opposition bureaucratique ou pseudo-réformiste, mais

parce que, le lendemain, on vit que la rue Gay-Lussac débouchait directement sur toutes les usines de France.

Un désordre généralisé, qui met en cause à leur racine toutes les institutions, s'est installé dans la plupart des facultés, et surtout dans les lycées. Si, se limitant au plus urgent, l'État a sauvé à peu près le niveau de l'enseignement dans les disciplines scientifiques et les grandes écoles, ailleurs l'année universitaire 1968-69 a été bel et bien perdue, et les diplômes sont effectivement dévalués, alors même qu'ils sont encore loin d'être méprisés par la masse des étudiants. Une telle situation est, à la longue, incompatible avec le fonctionnement normal d'un pays industriel avancé, et amorce une chute dans le sous-développement, en créant un « goulot d'étranglement » qualitatif dans l'enseignement secondaire. Même si le courant extrémiste n'a gardé en réalité qu'une base étroite dans le milieu étudiant, il semble qu'il ait la force suffisante pour maintenir un processus de dégradation continue : à la fin de janvier, l'occupation et la mise à sac du rectorat à la Sorbonne, et nombre d'incidents assez graves depuis, ont montré que le simple maintien d'un pseudo-enseignement constitue un sujet d'inquiétude considérable pour les forces du maintien de l'ordre.



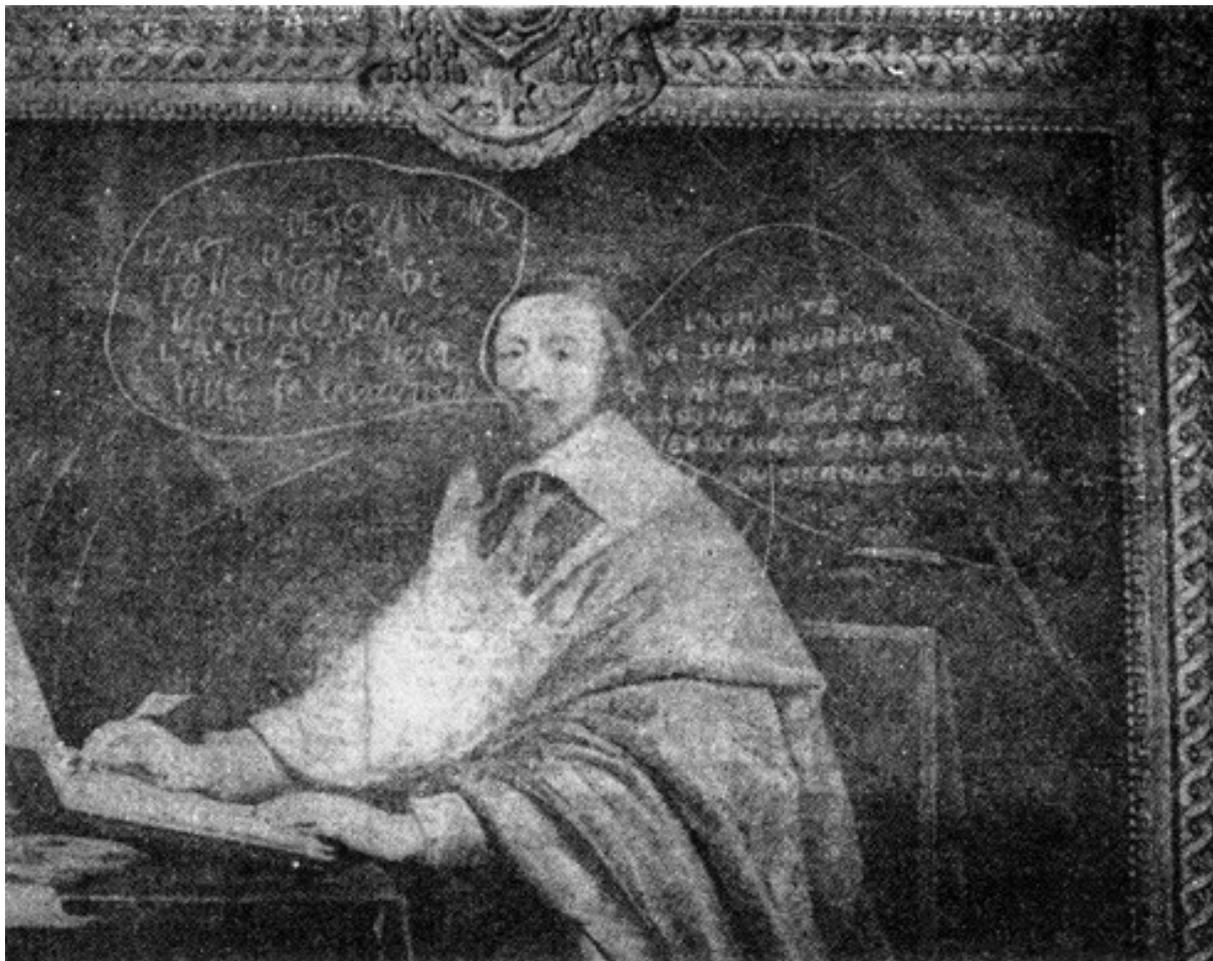
OCCUPATION DU RECTORAT À LA SORBONNE

« O prodige ! Combien de belles créatures vois-je ici assemblées ! Que l'humanité est admirable ! O splendide nouveau monde qui compte de pareils habitants ! »

Shakespeare, *La Tempête*.

L'agitation sporadique des usines, qui ont appris la grève sauvage et où se sont implantés des groupes radicaux plus ou moins consciemment ennemis des syndicats, entraîne, malgré les efforts des bureaucrates, nombre de grèves partielles qui paralysent aisément des entreprises de plus en plus concentrées, pour lesquelles s'accroît toujours l'interdépendance des différentes opérations. Ces secousses ne laissent oublier à personne que le sol n'est pas

redevenu solide dans les entreprises, et que les formes *modernes* d'exploitation ont révélé en mai à la fois l'ensemble de leurs moyens associés, et leur nouvelle fragilité.



PEINTURE MODIFIÉE EN JANVIER 1969

« Comment allons-nous mettre en faillite la culture dominante ? De deux façons, graduellement d'abord et puis brusquement. »

Internationale Situationniste 8 (janvier 1963).

« De nombreux passants, parmi lesquels des ouvrières d'un chantier voisin, s'appliquent à copier des citations affichées sur les murs de la faculté, située sur les bords de la Vltava (...) " Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles " (Shakespeare) ».

Le Monde (20-11-68).

« Ces inscriptions, vous les avez tous lues : nées au début de janvier 1969, elles ont disparu après le premier tour des élections présidentielles. Leur existence a été éphémère, mais elles ont suscité tant de commentaires que les responsables de la publicité dans le métro, pour éviter toute " nouvelle vague ", viennent d'apposer dans chaque station une affiche où l'on rappelle aux auteurs de graffiti " qu'ils encourent une amende de 400 à 1 000 francs, assortie d'une peine de deux jours à un mois "... Un spécialiste de la publicité résumait l'action des auteurs de graffiti par la formule : " Ils ont combattu la publicité sur son propre terrain avec ses propres armes "... Responsables : un petit groupe d'étudiants révolutionnaires. Mi-lettristes, mi-situationnistes... ».

France-Soir (6-8-69).

Après l'érosion du vieux stalinisme orthodoxe (lisible même dans les pertes de la C.G.T. aux récentes élections professionnelles), c'est le tour des petits partis gauchistes de s'user en

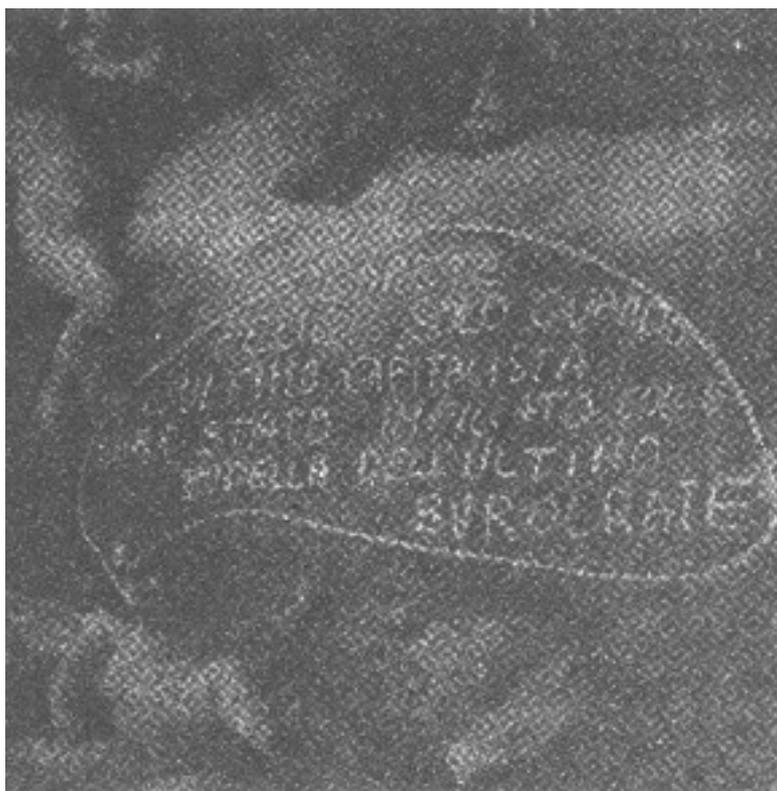
manœuvres malheureuses : presque tous auraient bien voulu recommencer *mécaniquement* le processus de mai, pour y recommencer leurs erreurs. Ils ont noyauté facilement ce qui restait de Comités d'action, et les Comités d'action n'ont pas manqué de disparaître. Les petits partis gauchistes eux-mêmes éclatent en de nombreuses nuances hostiles, chacun tenant ferme sur une sottise qui exclut glorieusement toutes celles de leurs rivaux. Sans doute, les éléments radicaux, devenus nombreux depuis mai, sont encore dispersés — et d'abord dans les usines. La cohérence qu'il leur faut acquérir est encore, faute d'avoir su organiser une véritable pratique autonome, altérée par des illusions anciennes, ou du verbiage, ou même parfois par une malsaine admiration unilatérale « pro-situationniste ». Leur seule voie est pourtant tracée, qui sera évidemment difficile et longue : la formation d'organisations *conseillistes* de travailleurs révolutionnaires, se fédérant sur la seule base de la démocratie totale et de la critique totale. Leur première tâche théorique sera de combattre, et de démentir en pratique, la dernière forme d'idéologie que le vieux monde leur opposera : *l'idéologie conseilliste*, telle qu'une première forme grossière était exprimée, à la fin de la crise, par un groupe « Révolution Internationale », implanté à Toulouse, qui proposait tout simplement — on ne sait d'ailleurs à qui — *d'élire* des Conseils Ouvriers au-dessus des assemblées générales, qui ainsi n'auraient plus qu'à ratifier les actes de cette sage néo-direction révolutionnaire. Ce monstre léninisto-yougoslave, repris depuis par l'« Organisation trotskiste » de Lambert, est presque aussi étrange à présent que l'emploi du terme de « démocratie directe » par les gaullistes quand ils étaient entichés de « dialogue » référendaire. La prochaine révolution ne reconnaîtra comme Conseils que les assemblées générales souveraines de la base, dans les entreprises et les quartiers ; et leurs délégués toujours révocables dépendant d'elles seules. Une organisation conseilliste ne défendra jamais d'autre but : il lui faut traduire en actes une dialectique qui dépasse les termes figés et unilatéraux du spontanéisme et de l'organisation ouvertement ou sournoisement bureaucratisée. Elle doit être une organisation qui marche *révolutionnairement* vers la révolution des Conseils ; une organisation qui ne se disperse pas après le moment de la lutte déclarée, et qui ne s'institutionnalise pas.

Cette perspective n'est pas limitée à la France, mais internationale. C'est le sens total du mouvement des occupations qu'il faudra comprendre partout, comme déjà son exemple en 1968 a déclenché, ou porté à un degré supérieur, des troubles graves à travers l'Europe, en Amérique et au Japon. Des suites immédiates de mai, les plus remarquables furent la sanglante révolte des étudiants mexicains, qui put être brisée dans un relatif isolement, et le mouvement des étudiants yougoslaves contre la bureaucratie et pour l'autogestion prolétarienne, qui entraîna partiellement les ouvriers et mit le régime de Tito en grand péril : mais là, plus que les concessions proclamées par la classe dominante, l'intervention russe en Tchécoslovaquie vint puissamment au secours du régime ; elle lui permit de rassembler le pays en faisant redouter l'éventualité d'une invasion par une bureaucratie étrangère. La main de la nouvelle Internationale commence à être dénoncée par les polices de différents pays, qui croient découvrir les directives de révolutionnaires français à Mexico pendant l'été de 1968 comme à Prague dans la manifestation antirusse du 28 mars 1969 ; et le gouvernement franquiste au début de cette année, a explicitement justifié son recours à l'état d'exception par un risque d'évolution de l'agitation universitaire vers une crise générale du type français. Il y a longtemps que l'Angleterre connaissait des grèves sauvages, et un des buts principaux du gouvernement travailliste était évidemment d'arriver à les interdire ; mais il est hors de doute que c'est la première expérience d'une grève générale sauvage qui a mené Wilson à déployer tant de hâte et d'acharnement pour arracher cette année une législation répressive contre ce type de grève. Cet arriviste n'a pas hésité à risquer sur le « projet Castle » sa carrière, et l'unité même de la bureaucratie politico-syndicale travailliste, car si les syndicats sont les ennemis directs de la grève sauvage, ils ont peur de perdre eux-mêmes toute importance en

perdant tout contrôle sur les travailleurs, dès que serait abandonné à l'État le droit d'intervenir, sans passer par leur médiation, contre les formes réelles de la lutte de classes. Et, le 1^{er} mai, la grève anti-syndicale de 100 000 dockers, typographes et métallurgistes contre la loi dont on les menaçait a montré, pour la première fois depuis 1926, une grève politique en Angleterre : comme il est juste, c'est contre un gouvernement travailliste que cette forme de lutte a pu reparaître.

Wilson a dû se déconsidérer en renonçant à son projet le plus cher, et en repassant à la police syndicale le soin de réprimer elle-même les 95 % des arrêts du travail constitués désormais en Angleterre par les grèves sauvages. En août, la grève sauvage gagnée après huit semaines par les fondeurs des aciéries de Port-Talbot « a prouvé que la direction du T.U.C. n'est pas armée pour ce rôle » (*Le Monde*, 30-8-69).

Nous reconnaissons bien le ton nouveau sur lequel désormais, à travers le monde, une critique radicale prononce sa déclaration de guerre à la vieille société, depuis le groupe extrémiste mexicain *Caos*, qui appelait pendant l'été de 1968 au sabotage des Jeux Olympiques et de « la société de consommation spectaculaire », jusqu'aux inscriptions des murs d'Angleterre et d'Italie ; depuis le cri d'une manifestation à Wall Street, rapporté par l'A.F.P. du 12 avril — « Stop the Show » —, dans cette société américaine dont nous signalions en 1965 « le déclin et la chute » et que ses responsables eux-mêmes avouent maintenant être « une société malade », jusqu'aux publications et aux actes des *Acratas* de Madrid.



INSCRIPTION SUR LES FRESQUES DE L'UNIVERSITÉ DE GÈNES (1969)

En Italie, l'I.S. a pu apporter une certaine aide au courant révolutionnaire, dès la fin de 1967, moment où l'occupation de l'Université de Turin donna le départ à un vaste mouvement ; tant par quelques éditions, mauvaises mais vite épuisées, de textes de base (chez Feltrinelli et De Donato), que du fait de l'action radicale de quelques individus, quoique l'actuelle section

italienne de l'I.S. n'ait été formellement constituée qu'en janvier 1969. La lente évolution depuis vingt-deux mois, de la crise italienne — ce qui a été appelé « le mai rampant » — s'était d'abord enlisée en 1968 dans la constitution d'un « Mouvement étudiant » beaucoup plus arriéré encore qu'en France, et isolé — à l'exemple exception près de l'occupation de l'hôtel de ville d'Orgosolo, en Sardaigne, par les étudiants, les bergers et les ouvriers unis. Mais les luttes ouvrières commençaient elles-mêmes lentement, et s'aggravaient en 1969, malgré les efforts du parti stalinien et des syndicats qui s'épuisent à fragmenter la menace en concédant des grèves d'une journée à l'échelle nationale par catégories, ou des grèves générales d'une journée par province. Au début d'avril, l'insurrection de Battipaglia, suivie de la mutinerie des prisons de Turin, Milan et Gênes, ont porté la crise à un niveau supérieur, et réduit encore la marge de manœuvre des bureaucrates. À Battipaglia, les travailleurs, après que la police ait tiré, sont restés maîtres de la ville pendant plus de vingt-quatre heures, s'emparant des armes, assiégeant les policiers réfugiés dans leurs casernes et les sommant de se rendre, barrant les routes et les voies ferrées. Alors que l'arrivée massive des renforts de carabinieri avait repris le contrôle de la ville et des voies de communication, une ébauche de Conseil existait encore à Battipaglia, prétendant remplacer la municipalité et exercer le pouvoir direct des habitants sur leurs propres affaires. Si les manifestations de soutien dans toute l'Italie, encadrées par les bureaucrates, restèrent platoniques, du moins les éléments révolutionnaires de Milan réussirent-ils à s'attaquer violemment à ces bureaucrates, et à ravager le centre de la ville, se heurtant fortement à la police. En cette occasion, les situationnistes italiens ont repris les méthodes françaises de la plus adéquate manière.

Dans les mois suivants, les mouvements « sauvages » chez Fiat et parmi les ouvriers du nord, plus que la décomposition achevée du gouvernement, ont montré à quel point l'Italie est proche d'une crise révolutionnaire *moderne*. Le tour pris en août par les grèves sauvages de la Pirelli de Milan et de Fiat à Turin signale l'imminence d'un affrontement total.



LA ZENGAKUREN EN 1968

On comprendra aisément la principale raison qui nous a fait ici traiter ensemble la question du sens général des nouveaux mouvements révolutionnaires et celle de leurs rapports avec les thèses de l'I.S. Naguère, ceux qui voulaient bien reconnaître de l'intérêt à quelques points de notre théorie regrettaient que nous en suspendions nous-mêmes toute la vérité à un retour de la révolution sociale, et jugeaient cette dernière « hypothèse » incroyable. En revanche, divers activistes tournant à vide, mais tirant vanité de rester allergiques à toute théorie actuelle, posaient, à propos de l'I.S., la stupide question : « quelle est son action pratique ? » Faute de comprendre, si peu que ce soit, le processus dialectique d'une rencontre entre le mouvement réel et « sa propre théorie inconnue », tous voulaient négliger ce qu'ils croyaient être *une critique désarmée*. Maintenant, elle s'arme. Le « lever du soleil qui, dans un éclair, dessine en une fois la forme du nouveau monde », on l'a vu dans ce mois de mai de France, avec les drapeaux rouges et les drapeaux noirs mêlés de la démocratie ouvrière. La suite viendra partout. Et si nous, dans une certaine mesure, sur le retour de ce mouvement, nous avons écrit notre nom, ce n'est pas pour en conserver quelque moment ou en tirer quelque autorité. Nous sommes désormais sûrs d'un aboutissement satisfaisant de nos activités : l'I.S. sera dépassée.

Internationale situationniste. Numéro 12.— Septembre 1969.
